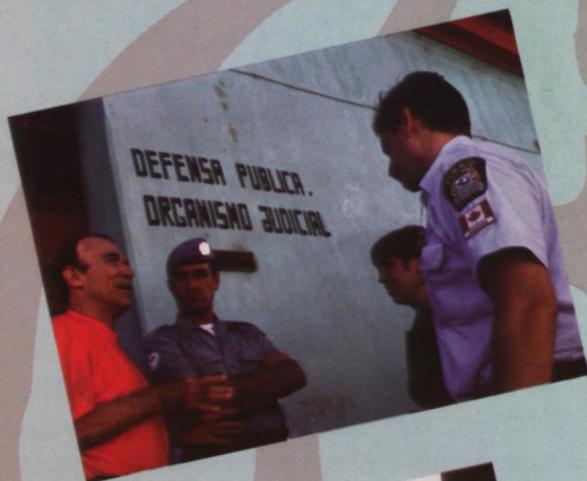
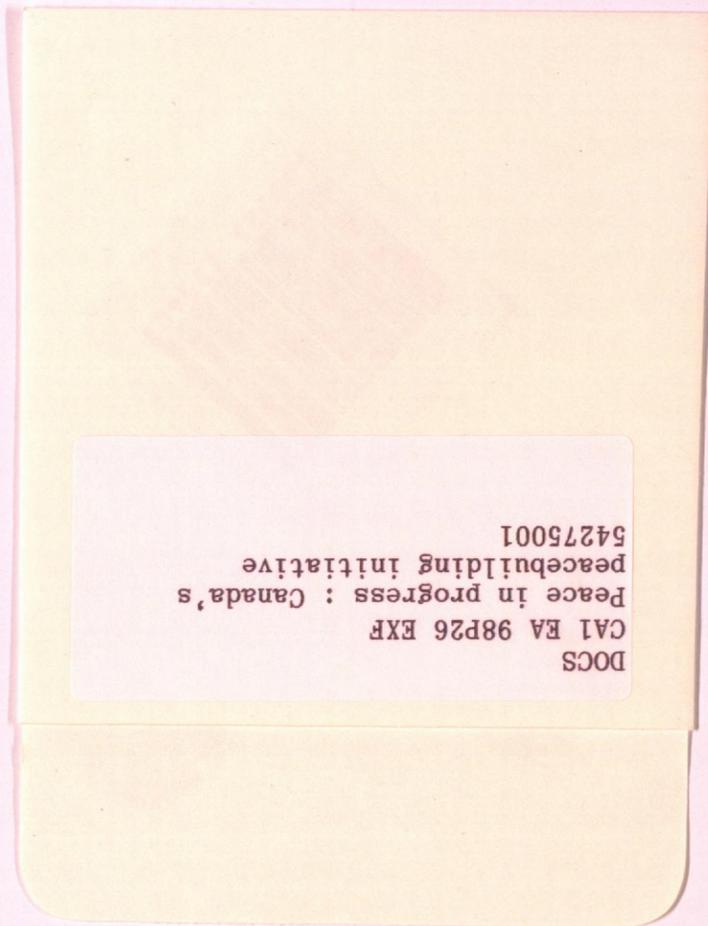


Évolution de la paix



*Initiative canadienne
de consolidation de la paix*

Canada 



Évolution de la paix : Initiative canadienne de consolidation de la paix est publié par le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (MAECI) en collaboration avec l'Agence canadienne de développement international (ACDI).

Couverture :

Photo de l'ACDI : Brian Atkinson. Des membres de la Sûreté du Québec devant le bureau de la défense publique au Guatemala.

Photo de l'ACDI : Bruce Patton. Oxfam Canada assure une surveillance à divers bureaux de scrutin au Mozambique.

Photo de l'ACDI : David Barbour. Camp Bete, Éthiopie.

Photo de l'ACDI : Roger LeMoyne. Centre de réhabilitation Wat Tan au Cambodge.

© Gouvernement du Canada, 1998

2 92229070 9E05 E



LIBRARY E A / BIBLIOTHÈQUE A E

Évolution de la paix

Initiative canadienne de consolidation de la paix

Table des matières

Message du ministre Lloyd Axworthy	Page 3
Message de la ministre Diane Marleau	3
Faire face à une nouvelle réalité	5
Relever le défi	6
Le Fonds canadien de consolidation de la paix	6
Le Programme canadien de consolidation de la paix	7
La consolidation de la paix à l'œuvre	8
Éléments critiques pour la consolidation de la paix	11
Ce que nous avons appris	14
L'avenir	15
Les outils de consolidation de la paix	16
Le Canada et la consolidation de la paix sur le Web	17
Annexe « A » - Projets du Fonds de consolidation de la paix de l'ACDI	18
Annexe « B » - Projets du Programme de consolidation de la paix du MAECI	26



**Message du ministre
des Affaires étrangères du Canada**



**Message de la ministre
de la Coopération internationale et
ministre responsable
de la Francophonie du Canada**

Nous connaissons actuellement un profond changement dans la conduite des relations internationales. Le point de vue traditionnel sur la sécurité interétatique s'élargit de façon à inclure une nouvelle approche axée sur la sécurité des personnes. La Guerre froide est terminée, mais nous ne vivons pas encore en paix lorsque, à tout moment, plus d'une douzaine de conflits internes font chaque jour des centaines de victimes.

La prolifération des conflits ne laisse pas de choix à la communauté internationale. Nous reconnaissons que nous ne pouvons pas laisser faire en espérant que la paix sera rétablie, et que les ennemis d'hier reconstruiront leur pays et y vivront en paix pour toujours. La récurrence systématique des conflits intraétatiques révèle que nous devons comprendre les causes fondamentales de ces conflits. Nous devons soutenir les efforts déployés par des ennemis pour régler leurs différends de façon pacifique et les encourager à reconnaître le lien inaliénable entre le respect des droits de la personne et une paix solide et durable. Il nous faut de toute urgence élaborer de nouvelles formes d'actions diplomatiques, de lois et de règles à la mesure de la tâche à accomplir.

La présente publication traite surtout d'un des aspects des efforts du Canada visant à renforcer la sécurité des personnes. Avec l'**Initiative canadienne de consolidation de la paix**, le Canada s'engage à

Depuis la création de l'Agence canadienne de développement international (ACDI), nous avons utilisé des ressources humaines et financières considérables pour aider des sociétés à s'extraire de la pauvreté et du sous-développement afin de participer de plein droit à la construction d'un monde prospère et paisible.

Malheureusement, bon nombre de ces efforts ont été anéantis en raison de conflits sanglants, certains interétatiques, la plupart étant cependant intraétatiques. Ces conflits ont détruit des ressources, des infrastructures et des institutions gouvernementales déjà limitées, et ont ébranlé une cohésion ethnique et sociale souvent fragile.

Nous ne pouvons laisser cette situation perdurer. Nous ne pouvons tolérer cette souffrance humaine. Nous ne pouvons accepter la destruction de sociétés entières et de précieuses ressources. Nous ne pouvons accepter non plus la constante réapparition de conflits qui sapent les efforts déployés d'une génération à l'autre pour mener une vie normale.

La paix est une condition préalable au développement. Le rétablissement d'un climat sûr grâce au soutien accordé par le Fonds canadien de consolidation de la paix et d'autres initiatives de la communauté internationale et d'institutions multilatérales permettront

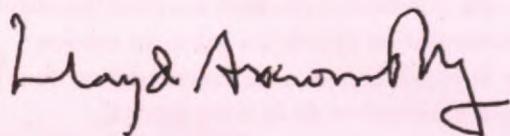
collaborer avec tous ses partenaires à l'instauration d'un nouveau cadre pour la gestion des conflits contemporains afin de contribuer à l'édification d'un monde pacifique où le respect de la dignité humaine se substituera à la haine, à la destruction et au désespoir.

Nos efforts, dans le cadre de cette Initiative, mettent à profit et renforcent notre engagement traditionnel envers les Nations unies et le maintien multilatéral de la paix. Le Canada joue un rôle de premier plan dans les efforts que déploie la communauté internationale pour mener des opérations de soutien de la paix intégrant à la fois les activités militaires de maintien de la paix, les opérations de la police civile et les aspects de la consolidation qui touchent au développement. Le Canada continuera à promouvoir le renforcement de la capacité des Nations unies de répondre rapidement, efficacement et d'une manière intégrée aux crises.

De nouveaux traités mondiaux renforcent aussi les fondements internationaux de la sécurité humaine. La nouvelle Cour pénale internationale, qui entamera des poursuites contre les auteurs de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité, et la Convention d'Ottawa sur l'interdiction des mines antipersonnel représentent deux éléments nouveaux importants à cet égard.

Dans le cadre de l'Initiative canadienne de consolidation de la paix, nos contributions des 18 derniers mois dans des régions touchées par des conflits comme la Bosnie, le Guatemala et la Corne de l'Afrique montrent qu'avec la bonne approche et la collaboration de partenaires locaux, nous pouvons ensemble contribuer à l'instauration d'une paix plus durable. Le présent rapport fait état de certains des résultats que nous avons obtenus.

La communauté internationale a réalisé des progrès considérables dans l'élaboration d'outils visant à empêcher la récurrence de ces conflits destructifs, conflits qui nous affectent tous. Nous devons continuer à coopérer pour consolider la paix dans toutes les sociétés, aujourd'hui et pour les générations futures.

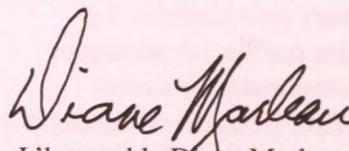


L'honorable Lloyd Axworthy
Ministre des Affaires étrangères

aux personnes de poursuivre leur vie et de contribuer au développement de leur société. Ces dernières années, en Afrique, en Asie, en Amérique latine, au Moyen-Orient et en Bosnie, nous avons aidé des milliers de personnes à reconstruire leur vie et leur société. C'est à des initiatives prises par les populations locales que nous devons nos plus grandes réussites. Par exemple, nous avons appuyé le programme de « rachat d'armes » au Salvador, où le milieu des affaires a amorcé la lutte pour la réduction des armes légères dans les collectivités en offrant des coupons remboursables à l'achat de biens de consommation en échange d'armes. En juin et en juillet seulement, le programme a permis de recueillir plus de 400 armes et des milliers de cartouches de munition.

Par l'entremise du Fonds canadien de consolidation de la paix et de ses programmes ordinaires, l'ACDI continuera de contribuer à l'édification et à la consolidation de la paix. Le défi est de taille mais la tâche est si importante, et le coût humain et financier des conflits est si élevé, que nous devons tout mettre en œuvre afin d'aider les populations touchées à briser le cycle de la violence.

Aider les populations à s'aider elles-mêmes et assurer un développement durable s'appuyant sur une paix durable est notre premier souci. L'ACDI a pour objectif global, dans le domaine de la consolidation de la paix, de favoriser l'émergence de sociétés participatives et pluralistes, dotées d'une administration publique efficace et responsable qui respecte la règle de droit et les droits de la personne. Nous ne ménagerons aucun effort pour atteindre cet objectif.



L'honorable Diane Marleau
Ministre de la Coopération internationale et
ministre responsable de la Francophonie

Faire face à une nouvelle réalité

Certains ont affirmé que la fin de la Guerre froide laissait présager la paix à l'échelle mondiale. Les conflits intraétatiques ont cependant continué à proliférer. Sur les 87 conflits armés recensés en 1997, 84 étaient de nature intraétatique, et presque tous ont eu lieu dans des pays en développement. Ces conflits se caractérisent souvent par des cycles de violence qui durent longtemps, en raison de l'incapacité de maintenir une société pacifique. Et s'ils se produisent au sein d'États plutôt qu'entre États, ils s'étendent souvent aux régions avoisinantes. Dans un contexte de plus en plus global, ces crises nous touchent tous.

Prenant de plus en plus conscience des coûts humains et financiers de ces conflits, la communauté internationale a été amenée à réexaminer le concept de sécurité dans son intégralité et à élaborer des façons nouvelles et créatives de faire face à ces situations. Nous devons examiner tous les outils dont nous disposons pour répondre à cette évolution de la perception de la sécurité internationale, évolution ayant favorisé l'émergence de deux concepts clés : la sécurité des personnes et, comme moyen d'y parvenir, la consolidation de la paix.

La **sécurité humaine** implique que le renforcement de la démocratie, les droits de la personne et les libertés fondamentales, la primauté du droit, le bon gouvernement et le développement durable sont tout aussi importants pour la paix mondiale que le sont la maîtrise des armements et le désarmement. La poursuite de cet objectif dans des pays déchirés par des conflits internes présente des difficultés particulières et complexes.

La **consolidation de la paix** consiste à renforcer les perspectives de paix dans un pays et à réduire les risques de conflits violents. Elle vise essentiellement à renforcer la capacité intrinsèque d'une société de gérer un conflit sans avoir recours à la violence. Concept évolutif, la consolidation de la paix repose essentiellement sur un ensemble de mesures permettant de créer un environnement durable pour la sécurité des personnes. Ces mesures

favorisent la mise en place des conditions minimales qui permettent à un pays d'assurer son développement social, politique et économique.

La consolidation de la paix s'étend parfois à la prévention et au règlement des conflits, ainsi qu'à différentes activités de reconstruction postérieures au conflit. La prévention des conflits pourrait comporter des initiatives communautaires pour désamorcer les sources de tension, ou encore le détachement d'un envoyé spécial ayant pour mission d'éviter la rupture des communications entre les parties à un conflit potentiel. Le règlement des conflits pourrait, de son côté, comporter un soutien à des pourparlers de paix informels entre les représentants des communautés divisées, ou bien la médiation d'un tiers pour faciliter la conclusion d'un accord de paix. Les activités de reconstruction postérieures à un conflit comprennent la réinsertion de réfugiés et de personnes déplacées, les thérapies post-traumatiques, la sensibilisation à la paix ainsi que la démobilisation et la réinsertion d'anciens combattants.

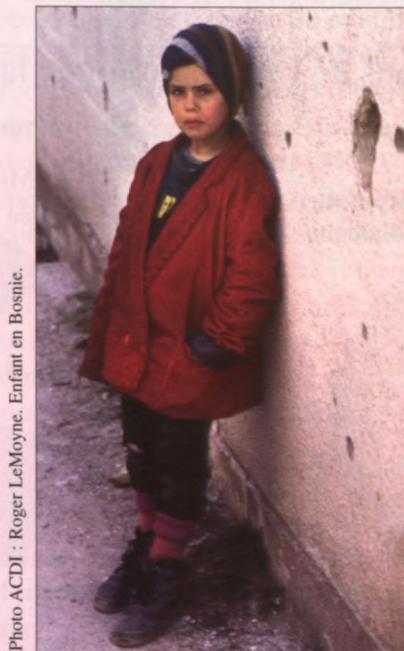


Photo ACIDI : Roger LeMoine. Enfant en Bosnie.

Relever le défi

Relever le défi de la consolidation de la paix n'est pas chose aisée – c'est un acte de foi. Le Canada a posé cet acte en 1996 avec le lancement de l'**Initiative canadienne de consolidation de la paix**

L'Initiative est un programme conjoint du ministère canadien des Affaires étrangères et de l'Agence canadienne de développement international (ACDI), la consolidation de la paix intéressant à la fois le domaine de la sécurité internationale et celui du développement. Deux objectifs d'égale importance sous-tendent l'Initiative : aider les pays en conflit dans leurs démarches en faveur de la paix et de la stabilité, et développer la capacité du Canada en matière de consolidation de la paix et promouvoir sa participation aux initiatives de paix internationales. Ces objectifs sont interactifs et interdépendants.

Le Fonds canadien de consolidation de la paix

Doté d'un budget de 10 millions de dollars pour l'exercice 1997-1998 et d'autant pour 1998-1999, le Fonds est administré par l'ACDI. Il a pour objet d'accroître l'expérience considérable de l'ACDI dans les activités relatives à la consolidation de la paix ainsi que l'expérience politique du ministère des Affaires étrangères à l'échelle internationale. En créant un mécanisme d'intervention rapide, le gouvernement du Canada peut répondre aux besoins urgents dans les pays et les régions où éclate un conflit, tout en faisant connaître les compétences canadiennes en matière de consolidation de la paix.

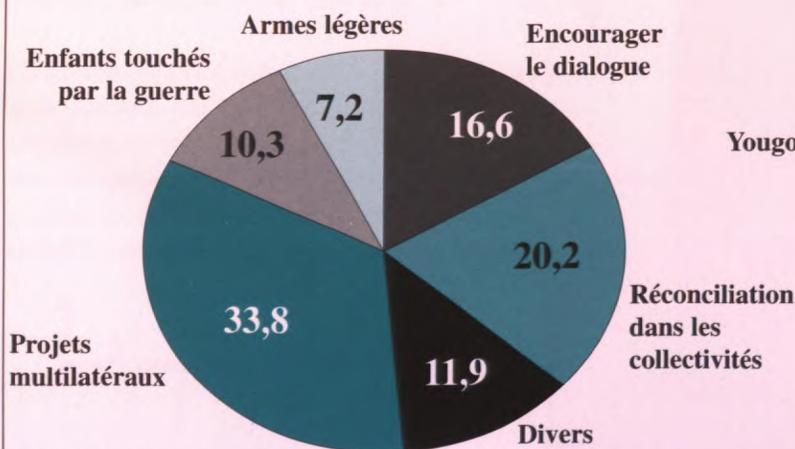
Le Fonds canadien de consolidation de la paix est destiné à stimuler les initiatives locales de consolidation de la paix en servant de catalyseur. Il permet de répondre rapidement aux situations urgentes de consolidation

de la paix dans les pays en développement, en appuyant à court terme des interventions ciblées à un tournant décisif du processus de consolidation de la paix. Ces interventions aident à créer un environnement dans lequel la paix durable et le développement à long terme deviennent possibles. Elles font appel aux capacités locales, aux compétences canadiennes et aux ressources internationales pour mettre en œuvre des projets et accompagner le processus de consolidation de la paix. Le Fonds appuie des activités liées à la prévention des conflits ainsi qu'au règlement des situations postérieures aux conflits et à la reconstruction. Dans la mesure du possible, l'accent est mis sur les besoins de la consolidation de la paix qui ont été dégagés et définis à l'échelon local.

Depuis que le Fonds est devenu opérationnel, en avril 1997, une quarantaine de projets ont fait l'objet d'un financement. Il s'agit, entre

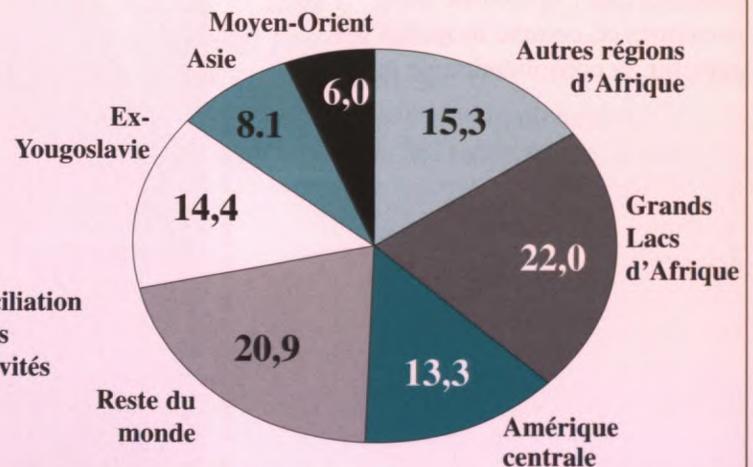
Le Fonds de consolidation de la paix

Secteurs de dépenses (pourcentages)



(Du 1^{er} avril 1997 au 31 août 1998)

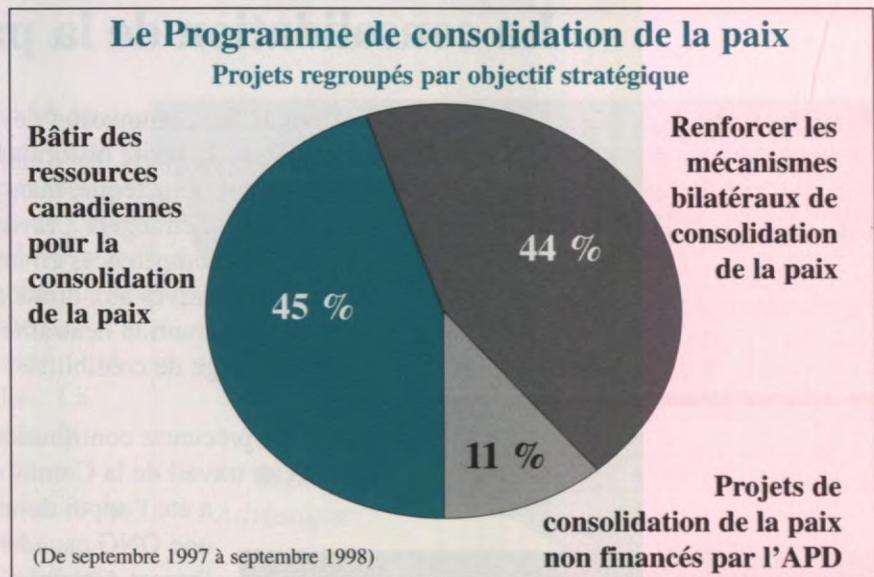
Projets par région (pourcentages)



autres, d'activités de consolidation de la paix menées au Guatemala, dans la région des Grands Lacs africains, au Moyen-Orient, au Mozambique, en Afrique du Sud, au Cambodge, en Bosnie, à Haïti et dans la Corne de l'Afrique. Les projets portent sur des activités aussi diverses que les enquêtes menées sur des violations des droits de la personne, l'information du public sur les techniques de règlement des conflits, la collecte et la destruction d'armes, ainsi que la formation des électeurs.

Un financement a aussi été accordé au titre de projets présentant un caractère plus mondial et administrés par les institutions des Nations unies, le Bureau du Haut représentant et le Centre canadien international L.B. Pearson pour la formation en maintien de la paix. Le Fonds a permis la création d'un fonds d'affectation spécial des Nations unies pour l'action préventive, grâce auquel le Secrétaire général des Nations unies peut envoyer des missions de médiation dans des régions où apparaissent rapidement des conflits; le Fonds a également permis la tenue de séminaires sur la réinsertion d'anciens combattants et la participation de délégués des pays les moins avancés (PMA) aux réunions préparatoires ayant mené à la création, en juillet 1998, de la Cour pénale internationale.

Une liste et une brève description de tous les projets soutenus par le Fonds figurent à l'annexe A du présent document.



Le Programme canadien de consolidation de la paix

Le ministère des Affaires étrangères administre le Programme canadien de consolidation de la paix, qui a pour objet d'appuyer l'Initiative canadienne de consolidation de la paix dans des domaines qui ne sont pas des priorités du Fonds de consolidation de la paix. Le Programme vise trois objectifs stratégiques : premièrement, par la recherche, l'élaboration de politiques, les consultations publiques et la formation, doter le Canada d'une capacité de consolidation de la paix, deuxièmement, renforcer les mécanismes multilatéraux de consolidation de la paix et, troisièmement, soutenir les projets catalyseurs de consolidation de la paix dans les pays, ou dans les domaines de politique, qui ne sont pas prioritaires pour l'Aide publique canadienne au développement (APD).

Parmi les activités soutenues par le Programme figurent le travail de recherche et la tenue d'ateliers qui

contribuent directement à l'élaboration de politiques dans les secteurs prioritaires; l'échange, entre les ONG canadiennes travaillant à la consolidation de la paix, des enseignements tirés des missions; la création de nouveaux réseaux internationaux de consolidation de la paix qui réunissent donateurs, ONG et organisations internationales; et, enfin, des initiatives destinées à promouvoir la consolidation de la paix dans les pays non admissibles à l'APD.

Ont notamment bénéficié d'un financement la Child Soldiers Coalition, la Banque canadienne de ressources pour la démocratie et les droits de la personne (CANADEM), un séminaire international traitant du renforcement des institutions régionales et des Nations unies pour la prévention des conflits, et des activités menées par les communautés chypriotes grecque et turque dans le but de régler le conflit.

L'annexe B décrit toutes les initiatives menées dans le cadre du Programme de consolidation de la paix.

La consolidation de la paix à l'œuvre

Guatemala

Après des décennies de conflit interne, un accord de paix final a été signé en décembre 1996 entre des représentants du gouvernement et la guérilla. Le conflit était terminé, mais la difficile entreprise d'édifier une paix durable ne faisait que commencer. Après la signature des accords de paix, le Canada a été le

premier pays à fournir des fonds à la Commission de recherche de la vérité historique chargée d'enquêter sur les violations des droits de la personne commises pendant la guerre civile. Plusieurs équipes d'enquête ont participé au processus. Elles étaient constituées d'à peu près deux tiers d'étrangers et un tiers de personnel professionnel guatémaltèque. L'initiative a été un exemple de bonne coopération entre les citoyens d'un pays et des acteurs de

l'extérieur. La Commission de recherche de la vérité historique était nettement guatémaltèque, mais la participation d'étrangers a favorisé le transfert des compétences en matière d'enquêtes relatives aux droits de la personne et garanti la neutralité du processus, gage de crédibilité.

Une autre précieuse contribution du Canada au travail de la Commission a été l'appui donné à une ONG canadienne, Project Accompaniment, pour recueillir les témoignages de Guatémaltèques résidant au Canada, en particulier de réfugiés, qui ont souffert du conflit armé au Guatemala. Au terme de son travail, Project Accompaniment a remis l'information recueillie à la Commission.

Devant le succès remporté par le projet, le Fonds de consolidation de la paix a servi par la suite à renforcer la capacité de la société civile guatémaltèque de participer utilement aux

La participation d'étrangers a favorisé le transfert des compétences en matière d'enquêtes relatives aux droits de la personne et garanti la neutralité du processus, gage de crédibilité.

divers forums politiques issus du processus de paix. Par exemple, des fonds ont été remis à des organisations de la société civile (autochtones pour la plupart) pour qu'elles développent leur capacité de fournir des recommandations en matière de politique et de participer intégralement au processus d'instauration de la paix. Des fonds ont également été accordés à des ONG pour analyser le processus de paix et détecter les failles dangereuses nécessitant un complément d'aide à la consolidation de la paix.



Photo ACIDI : Peter Bennett, Guatemala.



Éléments critiques pour la consolidation de la paix

L'Accord de paix de Dayton pour la Bosnie-Herzégovine

Une des principales raisons pour lesquelles on a constitué le Fonds de consolidation de la paix a été la volonté de se donner la possibilité de réagir rapidement quand surgiraient des besoins de consolidation de la paix dans des pays en guerre et de combler les lacunes des programmes de développement international. L'exemple de la Bosnie montre en quoi consiste la consolidation de la paix. Ce pays avait été dévasté par plus de trois ans de guerre. Son tissu social avait été profondément déchiré. L'ampleur des besoins pour la reconstruction économique, sociale et politique du pays était telle que la communauté internationale a dû faire preuve d'imagination pour rebâtir une société à ce point dévastée.

En participant aux missions de maintien de la paix, en contribuant aux programmes d'aide humanitaire et en finançant des projets de reconstruction, le Canada a consenti un très grand effort d'aide à la reconstruction de la Bosnie. La

complexité du conflit en Bosnie et dans les pays de l'ex-Yougoslavie a néanmoins nécessité des approches nouvelles. La souplesse du Fonds de consolidation de la paix a contribué à cet effort.

Par exemple, répondant à une demande urgente du Bureau du Haut représentant (organe international chargé d'appliquer l'Accord de paix de Dayton), le Canada a puisé dans le Fonds de consolidation de la paix pour soutenir la tenue d'une vaste campagne d'information en Republika Arpska (une des deux entités de Bosnie) afin de renseigner la population sur l'Accord de paix de Dayton et de contrer la propagande haineuse dirigée contre le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie.



Parce que le Canada a pu apporter une contribution et déboursier des fonds rapidement, le Bureau du Haut représentant a été en mesure de lancer la campagne à temps pour les élections de l'Assemblée nationale de la Republika Arpska, en novembre 1997. La population a disposé de renseignements fiables et pondérés sur les avantages de la paix et sur les détails de l'Accord de paix. Peu après, un gouvernement favorable à l'Accord de paix de Dayton a été démocratiquement élu en Republika Arpska et les chances d'une paix durable se sont accrues.

La complexité du conflit a nécessité des approches nouvelles. La souplesse du Fonds de consolidation de la paix a contribué à cet effort.

Photo ACDI : Roger LeMoynes. Point de contrôle à Sarajevo.



La diplomatie des citoyens dans la Corne de l'Afrique

La Corne de l'Afrique est le théâtre de conflits et de grandes souffrances humaines sur une vaste échelle depuis des décennies. Cette région fréquemment touchée par des guerres civiles témoigne de la nature cyclique des conflits et de la nécessité de trouver des moyens inédits pour briser les cycles de violence.

Grâce au Fonds de consolidation de la paix, une ONG canadienne du nom de Projet « Ploughshares » organise une série d'ateliers dans les pays de la Corne de l'Afrique avec la société civile et les leaders locaux. Sa démarche, qui s'appuie sur la base, et sa solide connaissance de la région ont débouché sur un dialogue constructif entre les dirigeants au pouvoir et les leaders de la société civile des pays concernés.

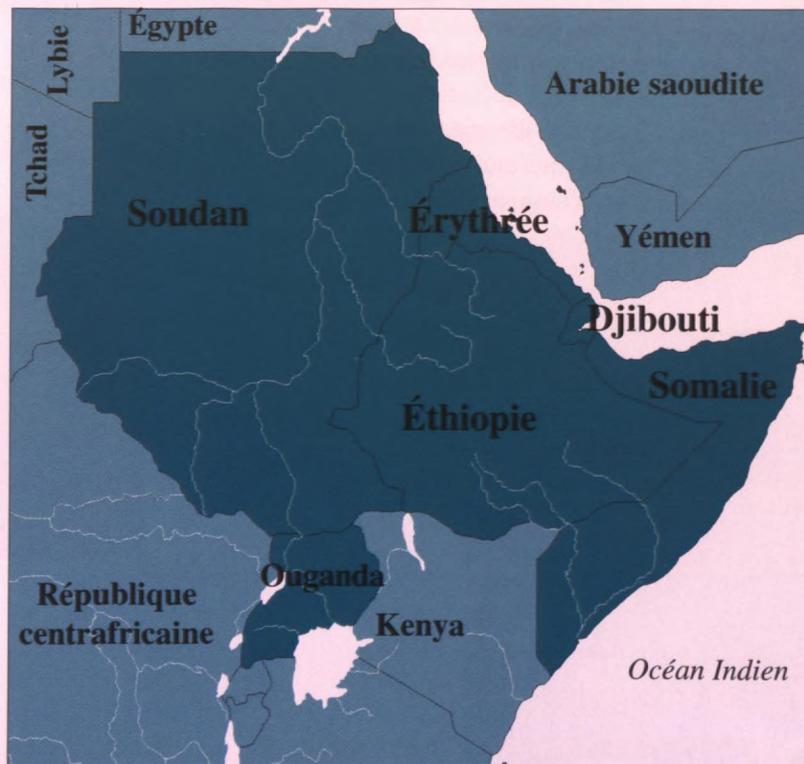
Le projet comporte des réunions et des sessions

de formation. Il favorise aussi la réalisation d'études par et pour les dirigeants de la société civile de la Corne de l'Afrique. Il s'agit d'une entreprise de longue haleine, qui exige des populations qu'elles s'attaquent aux causes profondes des conflits.

Par ailleurs, les responsables du Fonds de consolidation de la paix travaillent directement avec les responsables du Projet de reconstruction des sociétés déchirées par la guerre, qui relève de l'ONU, afin de développer la capacité de la Somalie d'analyser les difficultés posées par sa reconstruction et de s'attaquer aux problèmes de l'après-conflit. En outre, une ONG



canado-somalienne a organisé en juillet 1998 à Ottawa, grâce au Programme de consolidation de la paix, un forum sur le rôle que la société civile et la diaspora pourraient jouer dans la consolidation de la paix en Somalie. Le forum, qui a attiré de nombreux participants, a débouché sur des recommandations concrètes à l'intention du gouvernement canadien et des ONG pour promouvoir le rôle de la société civile dans le processus de paix en Afrique.



Éléments critiques pour la consolidation de la paix

La consolidation de la paix est un processus complexe qui englobe une large éventail de questions relatives à la sécurité humaine. Ainsi, dans les stratégies qui concernent la gestion d'opérations complexes de soutien à la paix ou encore le rétablissement de la confiance dans les forces de l'ordre locales, il faut tenir compte de l'importance des spécificités propres à chaque sexe, des répercussions de la guerre sur les enfants, de l'effet déstabilisateur de la prolifération des armes légères ou encore des liens qui unissent la paix au respect des droits de la personne.

Le Canada a été à l'avant-garde des efforts internationaux qui ont été faits pour comprendre ces questions et trouver et apporter des solutions créatives.

Les enfants touchés par la guerre

Pour le Canada, aider les enfants victimes de la guerre ne signifie pas seulement répondre à leurs besoins; il s'agit de protéger leurs droits.

Le Canada utilise le Fonds et le Programme de consolidation de la paix et d'autres mécanismes pour aider des ONG canadiennes et internationales, des institutions multilatérales et d'autres gouvernements à aider les enfants touchés par la guerre. Le Canada est de plus en plus préoccupé par le phénomène grandissant des enfants soldats observé dans de nombreuses régions du globe. Aujourd'hui, plus de 300 000 garçons et filles sont enrôlés dans des armées ou des groupes rebelles non seulement à titre de soldats, mais comme cuisiniers, porteurs, messagers, espions, travailleurs et esclaves sexuels.

Le Canada subventionne la Coalition d'ONG pour mettre un terme à l'utilisation des enfants soldats. Elle attribue aussi des fonds pour la réalisation de projets communautaires de démobilisation et de retour des enfants soldats au sein de leur collectivité. Le Canada subventionne également un certain nombre d'autres activités, notamment un projet destiné à renforcer, en Algérie, la capacité des intervenants locaux à conseiller les enfants

traumatisés par les massacres (projet mené en coopération avec la Norvège) et des programmes de l'UNICEF ayant pour but la démobilisation et la réinsertion dans la société des enfants soldats du Libéria et de l'Ouganda.

Le Canada appuie en outre sans réserve le travail d'Olara Otunnu, représentante spéciale du Secrétaire des Nations unies pour les enfants et les conflits armés. Il a aussi formé des partenariats avec d'autres gouvernements et des ONG internationales comme Swedish Save the Children, pour aborder des questions comme apprendre les droits des enfants aux casques bleus. Obtenir l'accord de la communauté internationale à l'égard du protocole facultatif de la Convention relative aux droits de l'enfant est aussi une priorité pour le Canada.

L'égalité des sexes et la consolidation de la paix

Le Canada est un des premiers depuis longtemps à tenir compte de l'égalité des sexes dans l'aide au développement et à rechercher l'égalité des femmes en la présentant comme une question internationale de droits de la personne. La différence entre les sexes est un facteur à prendre en compte dans les activités de consolidation de la paix, car les femmes et les hommes vivent différemment les conflits et n'ont pas le même accès aux ressources (notamment au pouvoir et aux instances qui prennent les décisions pendant les conflits). Les femmes, comme les hommes, ont tout à gagner en instaurant la paix au sein de leurs collectivités. Il faut les encourager à contribuer à la consolidation de la paix et soutenir leurs efforts tout en reconnaissant que leur marginalisation économique et politique ne leur permet pas toujours de jouer un rôle efficace.



Photo ACIDI : Roger LeMoyné, Afghanistan.

Dans ce contexte, le Canada prépare actuellement un cadre de travail et un plan d'action stratégiques qui ont pour objectif de déterminer les questions importantes pour les femmes, et pour la consolidation de la paix, et de trouver des pistes de recherche et de mise en œuvre de politiques. L'égalité des sexes doit être prise en compte dans tous les programmes, projets et politiques. De concert avec les ONG canadiennes, nous élaborons actuellement un cadre opérationnel devant nous aider à mieux comprendre l'aspect de notre travail touchant l'égalité des sexes.

En attendant, le Canada et les États-Unis ont lancé ensemble une initiative consistant à préparer un cours de sensibilisation à l'égalité des sexes qui s'adresse aux civils et aux militaires participant aux opérations de paix.

La prolifération des armes légères

La prolifération des armes légères fait peser une grave menace sur la sécurité des personnes dans de nombreuses régions du globe. Pour contrer cette prolifération, il faut améliorer le contrôle et le suivi du mouvement des armes. Il faut en outre trouver des moyens de soutenir les efforts déployés sur place pour

rebâtir la cohésion sociale, ramener le sens de la sécurité publique, restaurer l'autorité et la légitimité de l'État dans son rôle de garant de la sécurité et renforcer la capacité de la société civile à engager le dialogue et à entreprendre une action face aux questions de sécurité, de manière à faire diminuer, à la longue, la demande d'armes dans la population.

Avec son Initiative de consolidation de la paix, le Canada a soutenu un certain nombre d'actions pour contrer le problème des armes légères. Ainsi, il a appuyé un programme d'échange d'armes contre des outils aratoires au Mozambique, et un programme analogue d'échange d'armes contre des biens de consommation au Salvador. Il a aussi soutenu une initiative malienne prônant un moratoire régional sur les armes en Afrique occidentale. Le Canada a en outre aidé financièrement le South African Institute for Security Studies, un organisme respecté, à mener une étude sur les répercussions que la prolifération des armes légères a sur les communautés d'Afrique du Sud; enfin, il a également coparrainé la tenue, à Orillia (Ontario) en août 1998, d'une rencontre internationale qui a aidé à définir un programme commun entre les ONG des pays développés et en développement sur la question des armes légères.

Le Canada met actuellement la dernière main à un plan d'action de consolidation de la paix relatif à la prolifération des armes légères qui comporte quatre objectifs :

- (1) améliorer le volet désarmement des activités de DDR (démobilisation, désarmement et réinsertion);
- (2) appuyer les efforts nationaux et locaux déployés pour contrôler les armes légères sur le terrain;
- (3) sensibiliser davantage les gens aux effets envahissants et nuisibles de la prolifération des armes légères;
- (4) se pencher sur les difficiles problèmes d'exercice du pouvoir que la prolifération de ces armes occasionne dans les sociétés en guerre.



Photo ACIDI : Brian Atkinson. Guatemala.

Renforcer les mécanismes multilatéraux de consolidation de la paix

Les partenariats multilatéraux peuvent accroître la portée et l'efficacité des efforts de consolidation de la paix. À moins de coordonner leurs efforts avec ceux des acteurs locaux, d'autres pays donateurs, des organismes des Nations unies et des États voisins des pays en conflit, les acteurs externes influenceront très peu sur la paix. Les Nations unies sont le pivot de la paix et de la sécurité mondiale. Pour continuer à jouer ce rôle, elles doivent compter sur un appui ferme.

C'est pourquoi nous appuyons des initiatives comme la création par les Nations unies d'un fonds d'affectation spéciale pour une action préventive. Nous avons coparrainé la tenue de séminaires de haut niveau sur les moyens d'accroître l'efficacité des représentants spéciaux du secrétaire général; nous avons également parrainé la tenue d'un autre séminaire qui a réuni des hauts fonctionnaires de l'ONU et de nombreuses organisations régionales, et dont le but était de voir comment relever le défi que pose le renforcement des approches coopératives pour la prévention des conflits. De plus, le Canada a accordé un soutien au Groupe des enseignements tirés des missions, qui relève de l'ONU, pour encourager l'élaboration de lignes

directrices sur la démilitarisation, la démobilisation et la réinsertion sociale. Il a en outre créé CANADEM, une liste de spécialistes de divers aspects de la consolidation de la paix prêts à se rendre sur le terrain dans des délais très courts pour participer à des missions consacrées aux droits de la personne et à des opérations de soutien de la paix partout dans le monde.

Coordonner les opérations de soutien de la paix

Dans un monde où les crises évoluent rapidement, l'ONU ne peut assumer son mandat si elle n'est pas en mesure de réagir sans délai et d'assurer la présence à la table de tous les acteurs concernés. Les militaires, la police civile, les organismes humanitaires internationaux et les spécialistes de la consolidation de la paix doivent être présents dès le début. La nécessité d'une planification intégrée et de la constitution, en temps opportun, d'une mission multidisciplinaire centrale est à l'origine de l'État-major de mission à déploiement rapide, initiative qu'appuie fermement le Canada.

Les opérations de la police civile représentent un élément clé des



Photo ACIDI : Roger LeMoyné, roupees de l'APRONUC.

opérations de soutien de la paix et de la création, par la suite, d'institutions. La police civile surveille les forces de police locales, apprend à une force de police civile à respecter les normes internationales en matière de droits de la personne et voit à ce que la sécurité et les droits des plus vulnérables soient assurés. La police civile aide à éliminer les actes d'intimidation pendant les élections, surveille le désarmement et la démobilisation des forces de sécurité et veille au respect des droits de la personne. Le Canada est le pays de l'ONU qui participe au plus grand nombre d'opérations de la police civile. Afin de démontrer son engagement à cet égard, le Canada a créé un fonds, l'Arrangement relatif à la police civile, visant à faciliter le déploiement rapide de groupes pouvant atteindre 50 policiers auprès de missions multilatérales de maintien de la paix.

Ce que nous avons appris

Nous avons tiré plusieurs leçons cruciales depuis le lancement de l'Initiative canadienne de consolidation de la paix en octobre 1996.

Premièrement, la consolidation de la paix est un processus à long terme, qui dépend de la volonté et de la capacité des populations locales d'y participer. Il ne faut pas présumer qu'il est possible d'importer des solutions ou des modèles tout faits, et de les imposer aux populations locales. La participation des acteurs de l'extérieur aux activités de consolidation de la paix doit, d'abord et avant tout, consister à appuyer les mesures et les efforts locaux qui visent à éradiquer les causes du conflit, et à instaurer la paix sur des bases durables. Les femmes et les hommes doivent contribuer à déterminer la forme que prendront les activités de consolidation de la paix au sein de leurs collectivités.

Deuxièmement, il faut travailler davantage à la prévention des conflits. Il ne suffit pas de concentrer toute son énergie sur la

reconstruction après les conflits. Il faut aussi considérer la souffrance humaine engendrée par les conflits, et les énormes ressources nécessaires pour reconstruire les sociétés détruites par la guerre. Les organisations multilatérales et régionales ont un rôle important à jouer dans ce domaine.

Troisièmement, la collaboration avec les institutions multilatérales qui ont une expérience confirmée de la résolution des conflits et de la consolidation de la paix accroît l'efficacité des efforts internationaux pour résoudre les conflits hautement complexes et dangereux. De plus en plus, les Nations unies et les organisations régionales, comme l'Organisation de l'unité africaine (OUA), l'Organisation des États américains (OEA), l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), le Commonwealth

et la Francophonie, jouent un rôle dans la prévention des conflits. Le Canada collabore en outre étroitement avec celles-ci, en appuyant les initiatives de consolidation de la paix.

Quatrièmement, il faut du temps pour mobiliser et déployer l'expertise canadienne, ou celle d'autres nations, pour la consolidation de la paix. Il faut investir dans le renforcement des capacités nationales dans ce domaine. Connaître les compétences qui sont à notre disposition, et les personnes qui les possèdent, est une première étape essentielle du renforcement de notre capacité de réagir de façon rapide et innovatrice aux nouveaux défis et aux nouvelles possibilités.



Photo ACDI : Roger LeMoine. Bosnie.

L'avenir

Le temps est venu pour nous tous de travailler ensemble à la recherche d'outils innovateurs permettant d'instaurer une paix durable et de renforcer la sécurité des personnes. Tous les gouvernements doivent déployer davantage d'efforts et le Canada invite la communauté internationale, les institutions multilatérales, les ONG et les autres éléments de la société civile à se joindre à lui dans la recherche et l'élaboration des instruments d'une paix durable.

Cette paix n'est possible que si nous collaborons et renforçons la capacité des Nations unies de réagir rapidement aux conflits ou de les prévenir, et de fournir des instruments de consolidation de la paix après les conflits. Nous devons trouver des moyens d'étendre le rôle des Nations unies dans le domaine de la paix et de la sécurité internationales, notamment en renforçant son programme d'action en matière de sécurité humaine.



Photo ACDI : Roger LeMoine, Cambodge.

Instaurer la paix, la maintenir et consolider une paix durable ne doivent pas être considérés comme trois éléments séparés, mais plutôt comme trois composants essentiels et interdépendants de la même mission : éliminer les conflits violents et instaurer une paix durable dans toutes les sociétés.

Dans cette nouvelle entreprise, le Canada est déterminé à prendre les devants comme il y a plus de 40 ans, lorsque Lester B. Pearson a lancé le concept de maintien de la paix. Depuis 40 ans, les missions de maintien de la paix permettent de sauver des millions de vies. La consolidation de la paix sera l'outil privilégié qui permettra non seulement de sauver des vies, mais aussi de faire en sorte que la protection de la sécurité humaine devienne une priorité à l'aube du nouveau millénaire.

Les outils de consolidation de la paix

De nombreuses organisations ne décrivent pas leurs activités sous le vocable « consolidation de la paix ». Le tableau ci-dessous, dressé en consultation avec les ONG canadiennes, indique les activités qui pourraient comporter un volet relatif à la consolidation de la paix. Ces activités ne s'inscrivent pas toutes dans le mandat de l'Initiative canadienne de consolidation de la paix. Cependant, elles donnent une idée du genre de mesures qui peuvent être prises pour favoriser une paix durable dans les pays touchés par des conflits. Ces activités couvrent les situations avant, pendant et après les conflits.

Activités de consolidation de la paix	Exemples
Alerte rapide	<ul style="list-style-type: none">• renseignement et surveillance• collecte et analyse des données• transmission de l'information et intervention rapide
Sécurité environnementale	<ul style="list-style-type: none">• analyse et résolution du conflit en tenant compte de la diminution des ressources, de la migration, etc.
Sécurité matérielle	<ul style="list-style-type: none">• démobilisation• désarmement• déminage• protection des civils• réforme ou formation des services de police et de sécurité
Droits de la personne	<ul style="list-style-type: none">• opérations sur le terrain• enquêtes et signalement• formation• défense des droits• élimination de la violence fondée sur le sexe• mesures spéciales pour les groupes marginalisés
Résolution des conflits	<ul style="list-style-type: none">• initiatives communautaires• diplomatie de la seconde voie• médiation et négociation
Reconstruction de la société	<ul style="list-style-type: none">• counselling pour traumatismes psychosociaux• réintégration des réfugiés et des personnes déplacées/combattants• services sociaux (santé, éducation, etc.)• sensibilisation à la paix• accès à l'information
Instauration d'un gouvernement et de la démocratie	<ul style="list-style-type: none">• aide à l'organisation d'élections• éducation civique• réforme de l'appareil judiciaire et formation dans ce domaine• établissement de médias et formation dans ce domaine• créer des institutions pour la protection des droits de la personne
Renforcement des capacités des institutions et de la société civile	<ul style="list-style-type: none">• renforcement des capacités du gouvernement• renforcement des capacités des ONG (société/institutions civiles)• application des accords de paix• probité/corruption (transparence/obligation de rendre compte)
Élaboration, évaluation et défense des politiques	<ul style="list-style-type: none">• recherche• analyse/évaluation• enseignements tirés• consultations publiques
Formation	<ul style="list-style-type: none">• formation sur les activités de consolidation de la paix énumérées ci-dessus• formation des formateurs

Le Canada et la consolidation de la paix sur le Web

Internet est devenu très utile pour obtenir ou diffuser de l'information sur la consolidation de la paix. Voici une liste d'importants sites Web canadiens, qui renferment des liens vers un vaste réseau d'acteurs du domaine de la consolidation de la paix, et leur adresse :

- Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (MAECI) :
www.dfait-maeci.gc.ca/peacebuilding/
- Agence canadienne de développement international (ACDI) :
www.acdi-cida.gc.ca
- Le Comité coordonnateur canadien pour la consolidation de la paix (CCCCP) :
www.cpcc.ottawa.on.ca
- Le Centre de recherches pour le développement international (CRDI) :
www.idrc.ca/
- Le Centre canadien pour le développement de la politique étrangère (CCDPE) :
www.cfp-pec.gc.ca/
- La Liste des spécialistes canadiens des droits de la personne et de la consolidation de la paix (CANADEM) :
front.web.net/canadem/
- Le centre canadien international Lester B. Pearson pour la formation en maintien de la paix :
www.cdnpeacekeeping.ns.ca/



Photo ACDI : Peter Bennett, Guatemala.

Pour plus d'information sur l'Initiative canadienne de consolidation de la paix, le Fonds de consolidation de la paix et le Programme canadien de consolidation de la paix, communiquer avec :

Pour le Programme de consolidation de la paix :

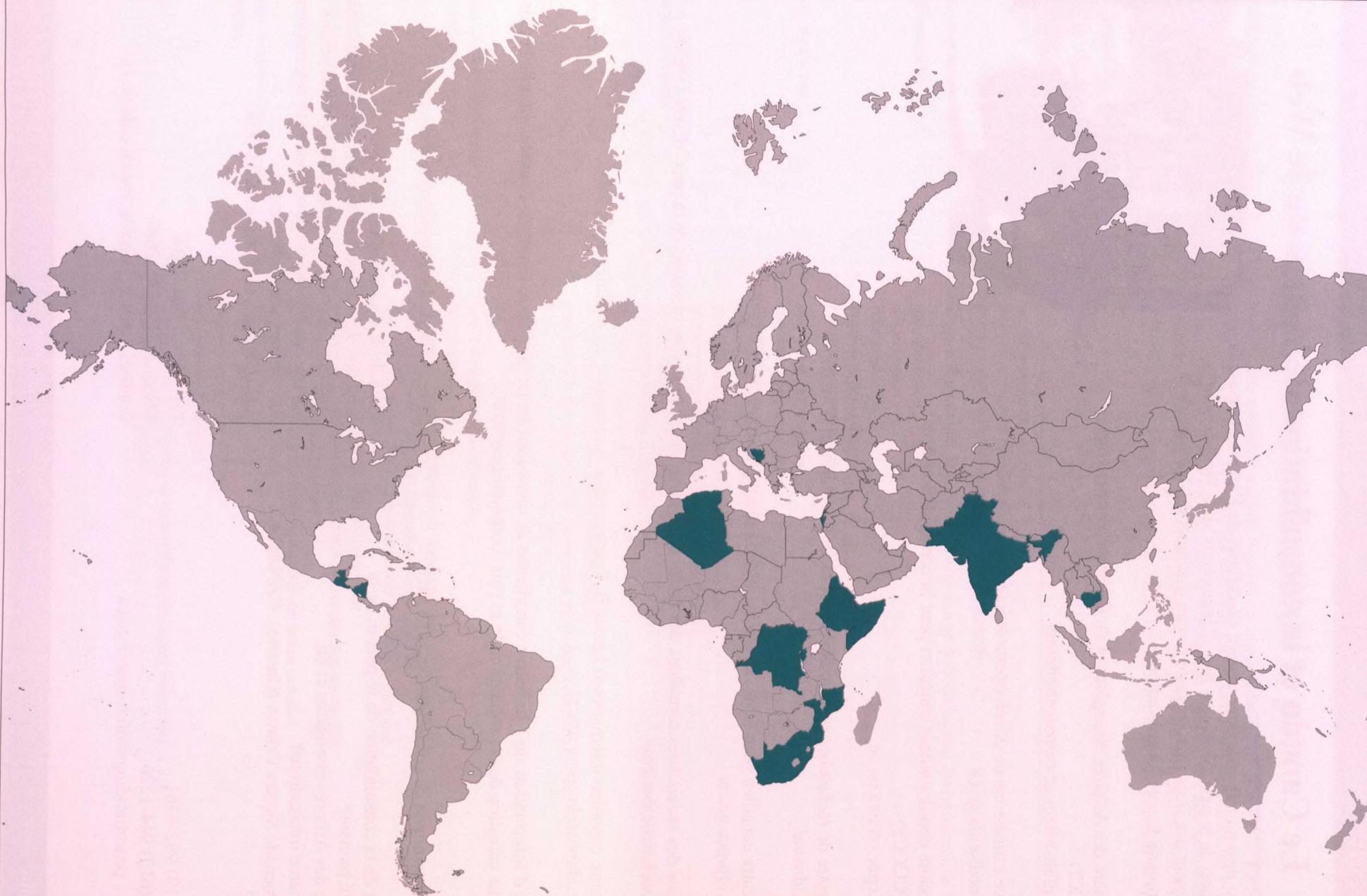
Direction de la consolidation de la paix et de la
sécurité humaine
Ministère des Affaires étrangères et du
Commerce international
125, promenade Sussex Ottawa (Ontario), CANADA,
K1A 0G2

Tél. : (613) 992-1361
Télé. : (613) 944-1226
Courriel : peacebuilding@dfait-maeci.gc.ca

Pour le Fonds de consolidation de la paix :

Unité de la consolidation de la paix
Direction de l'assistance humanitaire internationale
Direction générale des programmes multilatéraux
Agence canadienne de développement international
200, promenade du Portage
Hull (Québec), CANADA, K1A 0G4

Tél. : (819) 994-7634
Télé. : (819) 997-2637
Courriel : peace_building@acdi-cida.gc.ca



PROJETS DU FONDS DE CONSOLIDATION DE LA PAIX DE L'ACDI

Pays	Titre du projet	Description du projet	Demandeur / Bénéficiaire
Guatemala	Commission de clarification historique sur les droits de la personne	La Commission guatémaltèque de clarification historique chargée de se pencher sur les droits de la personne est une organisation nationale qui travaille en étroite collaboration avec les Nations unies afin de cerner les violations des droits humains perpétrées pendant la guerre civile. Parmi les activités, mentionnons la collecte de témoignages de victimes d'abus, et les exhumations.	Bureau de soutien aux projets des Nations unies (UNOPS)
Guatemala	Fonds de soutien à la société civile	Ce fonds, administré par une organisation canadienne au Guatemala, vise à fournir des subventions à des organisations de la société civile (autochtones principalement) afin de les aider à formuler des recommandations de politiques et à participer pleinement au processus d'instauration de la paix.	Centre international des droits de la personne et du développement démocratique
Guatemala	Soutien à la gouvernance et aux systèmes administratifs	Des organisations de la société civile reçoivent un soutien en matière de systèmes administratifs afin d'accroître leurs compétences et leur efficacité. La formation portera sur l'informatique et sur des systèmes de gestion administrative qui permettront de renforcer les capacités des institutions.	Inter Pares
Guatemala	Commission sur la vérité - Rassemblement et diffusion de l'information	Soutien apporté aux activités de rassemblement de l'information et de diffusion du rapport de la Commission sur la vérité (p. ex. publication et traduction en langue maya). Après avoir recueilli des témoignages sur les violations des droits de la personne perpétrées au Guatemala pendant la guerre civile, la Commission réunit l'information et diffuse son rapport partout au Guatemala afin d'informer la population et de favoriser le processus de guérison et de réconciliation.	Bureau de soutien aux projets des Nations unies (UNOPS)
El Salvador	Des biens contre des armes	Programme visant à promouvoir l'échange d'armes pour des biens échangeables contre des biens comme de la nourriture, des vêtements et des médicaments.	Movimiento patriótico contra la delincuencia.
Nicaragua	Des maisons pour la paix	Fonds de démarrage d'entreprise pour anciens combattants et programme de construction résidentielle (besoin partagé par les militaires démobilisés et leurs collectivités) permettant aux gens de travailler ensemble et de développer des intérêts communs.	Oxfam-Québec

Pays	Titre du projet	Description du projet	Demandeur / Bénéficiaire
Corne de l'Afrique	Participation des citoyens à la réduction des armements	Série d'ateliers et de recherches axés sur la réduction des mouvements d'armes dans la région de la Corne de l'Afrique auxquels participent des leaders de la société civile et des gouvernements. Ces discussions permettent aux citoyens ordinaires de prendre part au processus de paix. Outre les réunions entre les organisations de la société civile locale, des recherches actives sont menées dans les domaines qui intéressent les participants afin de trouver des solutions possibles aux problèmes de la région.	Projet « Ploughshares »
Algérie	Consolidation de la paix et traitement des enfants traumatisés en Algérie	Formation de professionnels de la santé mentale en Algérie afin d'aider les enfants traumatisés par le conflit. La formation vise aussi à promouvoir le concept des « enfants comme zone de paix » et l'atteinte d'un consensus sur la façon de protéger les enfants des répercussions du conflit.	CECI
Burundi	Formation à la prévention et au règlement des conflits	Série de séances de formation aux techniques de règlement des conflits destinées aux organisations de la société civile (groupements féminins, groupes religieux, groupes de jeunes). Le projet a aussi permis aux organisations qui avaient manifesté un réel intérêt pour la paix d'être formées aux techniques de règlement des conflits.	Centre d'études et de coopération internationale
Grands Lacs	Mission de médiation des Nations unies	Les Nations unies et l'Organisation de l'unité africaine ont nommé un représentant spécial chargé de négocier une solution pacifique à la crise qui sévit dans la région africaine des Grands Lacs. Le représentant s'est penché surtout sur la République démocratique du Congo au début de 1997, et sur le Congo-Brazzaville, plus tard la même année.	Département des affaires politiques des Nations unies (UNDPA)
Grands Lacs	Communication et dialogue : mise en place de réseaux et formation en vue du leadership de la société civile	Une série d'activités de mise en place de réseaux (ateliers, échanges électroniques) et de formation (surtout aux techniques de règlement des conflits) sont menées dans les régions problématiques que sont l'Est de la République démocratique du Congo et le Rwanda. Une médiation directe entre les organisations de la société civile est effectuée en vertu du programme. Par ailleurs, on publie les meilleures pratiques relatives à la coexistence pacifique entre des différents groupes	Synergies Africa
République démocratique du Congo	Séminaires régionaux de la société civile	Séminaires régionaux réunissant des groupes de la société civile et visant à discuter de l'avenir de la RDC.	Synergies Africa

Pays	Titre du projet	Description du projet	Demandeur / Bénéficiaire
République démocratique du Congo	Soutien au mécanisme gouvernemental	Conseils techniques au nouveau gouvernement par l'intermédiaire de consultants canadiens, afin d'aider la banque centrale et les ministères à fixer les priorités et à créer des procédures dans les secteurs financiers. Le mouvement de coopératives dans le secteur bancaire constitue une priorité pour le gouvernement.	Société Internationale Desjardins
Mozambique	Des outils en échange d'armements	Collecte et destruction d'armements en échange d'outils et d'autres éléments favorisant la génération de revenus, sensibilisation du public à la paix et formation à l'intention des bénévoles. Cette initiative du Conseil des églises du Mozambique mise avec succès sur la capacité des collectivités de s'attaquer au problème de la prolifération des armes légères.	CUSO
Rwanda	Formation au règlement des conflits	Projet de formation aux techniques de règlement des conflits à l'intention des formateurs rwandais. Ce projet comporte une formation au Rwanda et une bourse à l'Institut canadien pour la résolution des conflits. Les participants enseigneront ce qu'ils auront appris à leur retour au Rwanda.	Institut canadien pour la résolution des conflits
Somalie	Reconstruire une société déchirée par la guerre	Étude et analyse des défis que pose la reconstruction de la société somalienne déchirée par la guerre. Le projet réunit des spécialistes locaux en recherche et en analyse afin de créer des liens entre les groupes qui étaient en conflit. Il mise également sur la capacité locale d'analyser et de régler les problèmes de consolidation de la paix.	UNRISD-Projet sur la reconstruction des sociétés déchirées par la guerre
Kwazulu-Natal	Programme pour les victimes de violence	Renforcement du Réseau d'agents de suivi indépendants et du Programme du Kwazulu-Natal pour les victimes de violence, afin d'offrir une capacité d'intervention d'urgence, une aide parajuridique et une formation à la prévention aux secteurs de la population touchés par les conflits, surtout les jeunes. Ce programme comporte des activités de médiation, des cours de formation et des campagnes de sensibilisation de la population.	Oxfam-Canada
Afrique occidentale	Programme de coordination et d'aide au fins de la sécurité et du développement	Création d'un organe international de promotion d'un moratoire sur les armes légères. Activités prévues : efforts diplomatiques, conseils en matière de lois interdisant les armes légères, conférences, formation visant un contrôle frontalier accru et création de bases de données sur les armes légères.	Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement Département des affaires politiques du PNUD
Burundi	La Voix des femmes pour la paix	Réunion au Cap en août 1998 convoquée par Graça Machel afin de réunir des dirigeantes burundaises pour qu'elles puissent se faire entendre dans le cadre du processus de paix en cours.	Femmes africaines pour la solidarité

Pays	Titre du projet	Description du projet	Demandeur / Bénéficiaire
Moyen-Orient	Contrôle des armements et désarmement	Projet du volet II qui réunit d'éminents représentants du Moyen-Orient et d'ailleurs, qui discuteront du contrôle des armements et de la sécurité. Une visite au Brésil, afin d'observer l'accord de contrôle des armes nucléaires Brésil-Argentine, est prévue.	University of Toronto
Palestine / Israël	Initiative sur le règlement des conflits Wi'am	Cette initiative prévoit le règlement des conflits dans des collectivités de Cisjordanie et de Gaza, la sensibilisation du public à la question et la promotion de la femme et des jeunes dans le règlement pacifique des conflits. Des exercices de médiation visant à résoudre les conflits entre les groupes sont menés, ainsi que des initiatives visant à développer les capacités de groupes clés (les femmes et les jeunes) à ce niveau.	Mennonite Central Committee
Moyen-Orient	Processus de paix populaire	Série d'ateliers réunissant des groupes de la société civile israélienne et palestinienne et visant à définir un « programme de paix populaire ».	Alternatives
Moyen-Orient	Peace Informattech	Formation conjointe, en génie logiciel, d'étudiants palestiniens et israéliens afin de favoriser une meilleure collaboration entre les deux groupes avec l'aide du secteur privé.	Centre Peres pour la paix

Pays	Titre du projet	Description du projet	Demandeur / Bénéficiaire
Asie du Sud	Désarmement et résolution de conflits	Défense des droits, activités d'éducation publique et étude sur les ONG qui exercent des activités liées à la paix sur le sous-continent. Le projet prévoit également l'organisation de réunions sur la « diplomatie civique » et l'intervention de missions indo-pakistanaïses civiles auprès des dirigeants des deux pays.	Indian Doctors for the Prevention of Nuclear War
Cambodge	Mission d'évaluation parlementaire	Au mois d'août 1997, le Centre parlementaire a mené une mission afin d'évaluer l'état de l'Assemblée nationale cambodgienne à la suite des événements de juillet 1997. Les membres ont rencontré différents représentants et employés des institutions démocratiques du Cambodge.	Centre parlementaire
Cambodge	Fonds d'affectation spéciale pour le retour des exilés politiques	L'UNDPA a envoyé une mission chargée de surveiller le retour au Cambodge des exilés politiques, sains et saufs, avant les élections de juillet 1998.	Département des affaires politiques des Nations unies (UNDPA)
Cambodge	Soutien aux élections au Cambodge	Ce programme d'une organisation cadre cambodgienne comprenait une série de séances de formation et de campagnes de sensibilisation aux droits et aux devoirs des électeurs en prévision des élections de juillet 1998, et visait à promouvoir une forte participation au scrutin et à rendre les électeurs cambodgiens plus aptes à gérer leur propre processus électoral.	COMFREL/PNUD
Cambodge	Trousse d'inscription des électeurs	Fourniture de 100 trousse d'urgence pour l'inscription des électeurs au Cambodge pour les élections de juillet 1998.	PNUD

Pays	Titre du projet	Description du projet	Demandeur / Bénéficiaire
Bosnie	Campagne d'information sur les accords de paix de Dayton	Soutien apporté à une campagne d'information publique visant à renseigner la population sur l'Accord de paix de Dayton et à contrer la propagande négative sur le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie.	Bureau du Haut représentant
Republika Arpska	Soutien à la Republika Arpska	Soutien accordé au premier gouvernement de la Rep. Arpska favorable à l'Accord de Dayton et qui a dû faire face à des problèmes économiques majeurs dès son arrivée au pouvoir en janvier 1998. Le Canada se joint à l'effort international visant à aider, à court terme, le gouvernement pour que les autorités puissent faire avancer le plan de paix dans la région.	Bureau du Haut représentant

Pays	Titre du projet	Description du projet	Demandeur / Bénéficiaire
Global	Participation des pays en développement à la Cour pénale internationale	Appui apporté aux délégués des pays en développement les moins avancés pour qu'ils participent aux réunions préparatoires ayant mené à la création de la Cour pénale internationale en juillet 1998. Le financement des frais de déplacement des délégués a permis de faire en sorte qu'ils puissent être entendus dans le cadre de cette démarche importante.	Département des affaires juridiques des Nations unies (UNDLA)
Global	Projet sur la reconstruction des sociétés déchirées par la guerre	Ce projet mise sur les leçons tirées de quatre pays émergeant d'un conflit, et les capacités locales en recherche/analyse. Des recommandations sur la concrétisation des leçons et des politiques, et le transfert du savoir-faire canadien seront élaborées. Ce projet-clé permettra d'examiner les méthodes actuelles de règlement de conflits et de développement, et de fournir de nouveaux outils administratifs et analytiques en cas de conflits ultérieurs. Les travaux sont menés au sein de sociétés déchirées par la guerre.	Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social (UNRISD)
Global	Fonds d'affectation spéciale de l'ONU pour l'action préventive	Ce fonds a été créé pour permettre au secrétaire général des Nations Unies d'envoyer des missions de médiation dans des régions où les conflits sont sur le point d'éclater. Il permettra de financer des interventions multilatérales rapides afin de désamorcer les conflits.	Département des affaires politiques des Nations unies (UNDPA)
Global	Séminaires sur la réintégration des ex-combattants	Un module de formation sur la réintégration des ex-combattants est élaboré avec l'aide de chercheurs et de praticiens de pays touchés par des conflits. Cette formation sera donnée dans des pays où vient d'être entamée la démobilisation. Elle permettra d'apprendre les meilleures pratiques et aidera les praticiens à préparer des plans d'action et de surveillance.	Centre canadien international Lester B. Pearson pour la formation en maintien de la paix
Global	Sensibilisation à la consolidation de la paix	Dans le cadre de ce projet, des experts canadiens et des spécialistes haïtiens et libanais en éducation se rencontrent pour concevoir des programmes devant permettre aux écoles de promouvoir le règlement des conflits et une culture de la paix chez les jeunes.	Bureau canadien de l'éducation internationale
Global	Table ronde des ONG panCommonwealth	Réunion de deux jours avec les ONG de défense des droits de la personne du Commonwealth, afin de définir des normes de démocratie (déclaration de Harare), de recommander des activités et de formuler des plans d'action.	Initiative sur les droits de la personne du Commonwealth

PROJETS DU PROGRAMME DE CONSOLIDATION DE LA PAIX DU MAECI

(De septembre 1997 à septembre 1998)

Objectif stratégique n° 1 : Constituer une capacité canadienne de consolidation de la paix fondée sur la recherche, l'élaboration de politiques, la consultation du public et la formation.

Titre du projet	Organisme de mise en œuvre	Description du projet	Renseignements
Appui à la banque canadienne de spécialistes des droit de la personne et de la démocratie (CANADEM)	CANADEM	CANADEM est, dans l'Initiative de consolidation de la paix, le principal véhicule de création d'une réserve d'experts canadiens prêts à être déployés.	1, rue Nicholas, bureau 1102, Ottawa (Ontario) K1N 7B7 tél. : (613) 789-3328 télé. : (613)789-6125 courriel : canadem@ibm.net site Web : www.web.net/~canadem
Appui au Réseau canadien de consolidation de la paix	Comité coordonnateur canadien pour la consolidation de la paix (CCCCP)	Le CCCCCP est un réseau national d'ING et d'ONG associés à tous les aspects des activités de consolidation de la paix. Il coordonne les consultations qui ont lieu régulièrement entre le gouvernement et les ONG et qui portent sur des thèmes et des pays en particulier.	1, rue Nicholas, bureau 510, Ottawa (Ontario) K1N 7B7 tél. : (613) 241-3446 télé. : (613) 241-5302 courriel : cpcc@web.net site Web : www.cpcc.ottawa.on.ca
Appui à l'enquête sur la capacité canadienne de consolidation de la paix	CCCCP et Carleton University	Enquête portant sur la capacité canadienne de consolidation de la paix (et sur la capacité de formation canadienne dans ce domaine), et création d'une base de données sur les activités de consolidation de la paix des ONG, des chercheurs et des universitaires canadiens.	voir ci-dessus
Deuxièmes consultations annuelles entre le gouvernement et les ONG au sujet de la consolidation de la paix	CCCCP et Direction de la consolidation de la paix et de la sécurité de la personne du MAECI	Les consultations annuelles en matière de consolidation de la paix permettent au gouvernement et aux ONG d'examiner ensemble les initiatives dans ce domaine et de discuter des options et des priorités pour les activités futures, afin de mieux coordonner et de rendre plus cohérentes les approches de consolidation de la paix au gouvernement et au sein des ONG.	voir ci-dessus

Titre du projet	Organisme de mise en œuvre	Description du projet	Renseignements
Publication au Canada du rapport final de la Carnegie Commission on Preventing Deadly Conflict	Carnegie Commission et Direction de la consolidation de la paix et de la sécurité de la personne du MAECI	Les représentants de la Carnegie Commission ont entrepris de discuter du contenu du rapport avec de hauts fonctionnaires, des universitaires et des ONG de partout au Canada.	Carnegie Commission on Preventing Deadly Conflict 1779 Massachusetts Ave, NW, Suite 715 Washington, DC 20036-2103 tél. : (202) 332-7900 télééc. : (202) 332-1919 courriel : pdc@carnegie.org site Web : www.ccpdc.org
Appui à une rencontre de planification des ONG sur le contrôle des armes légères	Projet « Ploughshares »	Rencontre de planification des ONG pour une action internationale coordonnée et concertée en faveur du contrôle des armes légères	Projet « Ploughshares » Institute of Peace and Conflict Studies Conrad Grebel College Waterloo (Ontario) N2L 3G6 tél. : (519) 888-6541 télééc. : (519) 885-0806 courriel : plough@watserv1.uwaterloo.ca site Web : watserv1.uwaterloo.ca/-plough/
Appui aux recherches sur la promotion de la liberté de presse	Institute for Media, Policy and Civil Society (IMPACS)	L'étude sur la promotion de la liberté de la presse principalement dans la région de l'Asie-Pacifique a servi de point de départ à la discussion tenue à ce sujet à la conférence « Open Markets, Open Media? », qui a eu lieu à Vancouver, en novembre 1997.	IMPACS 207 rue Hastings ouest Bureau 904 Vancouver (C.-B.) V6B 1H6 tél. : (604) 687-7408 télééc. : (604) 683-8536 courriel : impacs@web.net

Objectif stratégique n° 2 :**Renforcer les mécanismes multilatéraux de consolidation de la paix.**

Titre du projet	Organisme de mise en œuvre	Description du projet	Renseignements
Adhésion du Canada à l'Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale (IDEA)	IDEA	Grâce au financement conjoint de l'ACDI, du CRDI et du MAECI, le Canada a adhéré à l'IDEA en janvier 1998. L'IDEA se consacre à la promotion des normes, des règles et des principes directeurs dans le domaine de la démocratie durable, ainsi qu'à l'amélioration et à la consolidation des processus électoraux.	International IDEA Strömsborg S-103 34 Stockholm, Suède tél. : 46-8-698 3700 télé. : 46-8-20-24-22 courriel : info@int-idea.se site Web : www.int.-idea.se
Colloque sur le renforcement des institutions régionales et des Nations unies en vue de la prévention des conflits	Direction de la consolidation de la paix et de la sécurité de la personne (AGP) du MAECI et Centre de recherches pour le développement international	Des organisations internationales qui jouent un rôle dans la prévention des conflits se sont réunies à Ottawa en mars 1998 pour parler de leurs expériences et des leçons tirées de leurs activités, et aussi pour trouver des instruments de consolidation de la paix plus efficaces.	site Web : www.dfait-maeci.gc.ca/peacebuilding/
Appui à un forum sur le rôle du représentant spécial du secrétaire général	FAFO (pour le réseau de mise en œuvre de la paix)	La réunion de juin regroupera les représentants spéciaux passés et présents du secrétaire général qui cherchent des options de politique concrètes relativement au déploiement des représentants spéciaux après un conflit.	FAFO Forskingsstiftelsen Fafo Borggata 2B Postboks 2947 Toyen N-0608 Oslo tél. : 22 67 60 00 télé. : 22 67 60 22 site web : www.fafo.no
Série de colloques de l'IPA sur le renforcement du Conseil de sécurité des Nations unies	Académie mondiale pour la paix (IPA)	Forum politique à l'intention des représentants des pays appartenant au Conseil de sécurité. Le but visé est d'améliorer leur accès à l'information en leur permettant de rencontrer, avant la session du Conseil, des personnes qui ont une expérience directe, récente et concrète des conflits.	Académie internationale pour la paix 777 United Nations Plaza New York, NY 10017-3521 tél. : (212) 687-4300 télé. : (212) 983-8246 courriel : ipa@ipapost.ipacademy.org

Titre du projet	Organisme de mise en œuvre	Description du projet	Renseignements
Suivi des « enseignements tirés » en matière de désarmement, de démobilisation et de réinsertion des combattants	Groupe des Nations unies sur les enseignements tirés/Conseil canadien pour la paix et la sécurité internationales	Élaborer des lignes directrices pour la conception et la mise en œuvre des opérations de maintien de la paix présentes et futures, y compris les lignes directrices élaborées avec des organisations régionales.	Conseil canadien pour la paix et la sécurité internationale (CCPSI) 1, rue Nicholas, bureau 300 Ottawa (Ontario) K1N 7B7 tél. : (613) 562-2736 télé. : (613) 552-2741 courriel : ccips@web.apc.org site Web : www.web.net/~ccips
Appui au dialogue sur la question des réfugiés palestiniens	CRDI/McGill University	Des réunions entretiennent le dialogue entre des intervenants palestiniens et israéliens sur les questions relatives aux réfugiés.	Programme d'activités spéciales Centre de recherches pour le développement international (CRDI) 250, rue Albert, Ottawa, Ontario, K1G 3H9 tél. : (613) 236-6163 ext 2060 télé. : (613) 563-0815 courriel : ealma@idrc.ca
Appui à un atelier sur l'institutionnalisation des droits des citoyens dans les nouvelles démocraties	McGill University	Des universitaires et des praticiens de nombreux pays se sont rencontrés en mars 1998 pour discuter de leurs expériences et se pencher sur les problèmes de consolidation de la démocratie vus sous l'angle des institutions de droit et d'application des lois.	Bureau de la recherche internationale McGill University 3550, rue University Montreal (Québec) H3A 2A7 tél. : (514) 398-4197 télé. : (514) 398-6878
Table ronde sur les enfants et les conflits armés	Direction de la consolidation de la paix et de la sécurité de la personne du MAECI	Recueillir les points de vue des ONG canadiennes et internationales au sujet des enfants soldats et sur la façon dont le Canada pourrait jouer un rôle à l'intérieur de notre stratégie plus vaste à l'égard des enfants et des conflits armés.	Direction de la consolidation de la paix et de la sécurité de la personne (AGP) 125, promenade Sussex Ottawa, Ontario, K1A 0G2 tél. : (613) 992-1361 télé. : (613) 944-1226 courriel : peacebuilding@dfait-maeci.gc.ca site Web : www.dfait-maeci.gc.ca/peacebuilding/

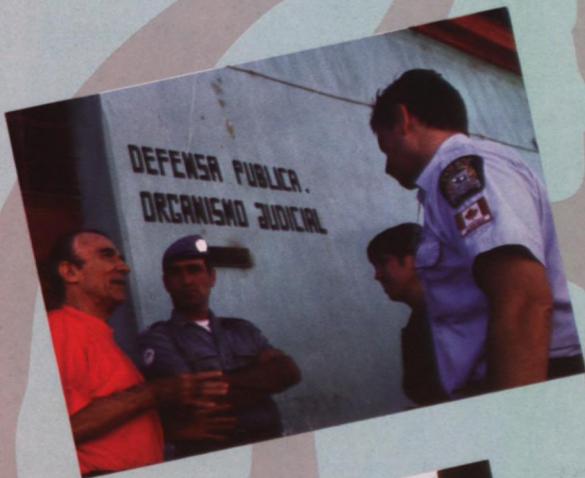
Titre du projet	Organisme de mise en œuvre	Description du projet	Renseignements
Appui à la Coalition contre le recours aux enfants soldats	Le Bureau Quaker auprès des Nations unies	Coalition internationale qui cherche à obtenir l'interdiction du recours aux enfants soldats	Bureau Quaker auprès des Nations unies, Genève Avenue du Mervelet 13 1209 Genève, Suisse tél. : (22) 748 4800 télééc. : (22) 748 48 19 courriel : quono@m.box.unicc.org
Appui à une étude sur les effets persuasifs et dissuasifs de la coopération pour le développement sur les situations conflictuelles	Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)	Le Comité d'aide au développement (CAD) entreprendra une série d'études de cas sur l'impact de l'aide au développement sur les conflits	Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) 2, rue André Pascal 75775 Paris CEDEX 16 tél. : (33-1) 45 24 90 27 télééc. : (33-1) 45 24 19 96 site Web : http://www.oecd.org/
Appui au programme de bourses de l'Institut des Nations unies pour la formation et la recherche (UNITAR)	UNITAR	Le Programme de bourses en diplomatie pour la consolidation de la paix et la prévention est le seul programme au sein des Nations unies qui donne une formation dans ce domaine.	Programme de bourses en diplomatie pour la consolidation de la paix et la prévention Institut des Nations unies pour la formation et la recherche (UNITAR) Palais des Nations CH-1211 Genève 10 tél. : 41/22/798 58 50 télééc. : 41/22/73313 83 courriel : UNITAR-UNITAR@UNEP.CH

Objectif stratégique n° 3 : Appuyer des projets de consolidation de la paix à effet catalyseur dans des pays ou des domaines ne pouvant bénéficier de l'APD canadienne.

Titre du projet	Organisme de mise en œuvre	Description du projet	Renseignements
Appui à la Commission préparatoire du projet	Monterey Institute for International Studies (MIIS)	La Commission préparatoire du projet est un regroupement dans Internet d'ONG et de particuliers qui préparent une campagne mondiale visant à atténuer les problèmes associés à la prolifération, à l'accumulation et au mauvais usage des armes légères.	Monterey Institute of International Studies 425 Van Buren Street Monterey 93940 Californie, États-Unis tél. : (408) 647-6676 télééc. : (408) 647-4199 courriel : melaurance@aol.com
Consolidation de la paix à Chypre : appui à l'atelier sur l'impasse	Conflict Management Group (CMG); Institute for Multi-Track Diplomacy (IMTD)	En novembre 1997, des leaders politiques des communautés chypriotes grecque et turque se sont réunis au Centre Pearson pour le maintien de la paix en Nouvelle-Écosse où ils se sont livrés à un exercice d'élaboration de scénarios d'avenir possibles pour Chypre.	Conflict Management Group (CMG) 20 University Road Cambridge, MA 02138 États-Unis tél. : (617) 354-5444 télééc. : (617) 354-8467 site Web : www.cmgroup.org
Appui à l'enquête sur les armes légères en Afrique du Sud	Institute for Security Studies (ISS)	Dans le cadre de son programme relatif aux armes légères, l'Institute for Security Studies a réalisé une vaste enquête sur les conséquences de la disponibilité croissante de ce type d'armes en Afrique australe et en Afrique centrale et préparé un plan d'action pour le contrôle des armes légères dans cette région.	Institute for Security Studies (ISS) PO Box 4167 Halfway House 1685 Afrique du Sud tél. : 27-11-315-7096 télééc. : 27-11-315-7099 courriel : idp@cis.co.za site Web : africa.cis.co.za/idp
Appui à la Commission guatémaltèque de clarification de l'histoire : témoignages recueillis au Canada	Project Accompaniment (PA)	Appui au recueil de témoignages auprès de Guatémaltèques vivant au Canada, notamment auprès de réfugiés, qui ont été touchés par le conflit armé au Guatemala. Les témoignages recueillis seront communiqués à la Commission de clarification de l'histoire (ou Commission de la vérité).	Project Accompaniment 347 avenue Sorauren #117 Toronto (Ontario) M5R 2G5 tél. : (416) 531-5787 télééc. : (416) 361-6398 courriel : pato@web.net

doc
CA1
EA
98P26
EXF

Peace in Progress



Canada's Peacebuilding Initiative

Canada 

Peace in Progress: Canada's Peacebuilding Initiative is produced by the Department of Foreign Affairs and International Trade (DFAIT) and the Canadian International Development Agency (CIDA).

Cover:

CIDA Photo: Brian Atkinson. Members of the Quebec Police outside public defendants office, Guatemala.

CIDA Photo: Bruce Patton. Oxfam Canada observes at various polling stations in Mozambique.

CIDA Photo: David Barbour. Camp Bete, Ethiopia

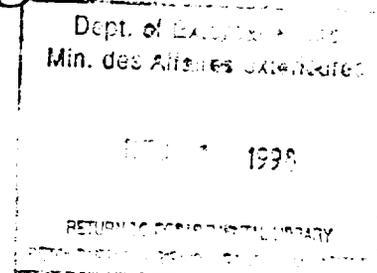
CIDA Photo: Roger LeMoyne. Wat Tan Rehabilitation Centre, Cambodia.

© Government of Canada, 1998

Peace in Progress

b3237722 (E)
b3237734 (E)

Canada's Peacebuilding Initiative



54-775-100 (E)
54-275-001 (E)

Table of Contents

Message from Minister Lloyd AxworthyPage 3

Message from Minister Diane Marleau3

Facing a New Reality5

Taking up the Challenge6

 The Canadian Peacebuilding Fund6

 The Canadian Peacebuilding Program7

Peacebuilding in Action8

Critical Issues for Peacebuilding11

What We Have Learned14

Looking Ahead15

The Tools of Peacebuilding16

Canada and Peacebuilding on the World Wide Web17

Annex "A" - CIDA Peacebuilding Fund Projects18

Annex "B" - DFAIT Peacebuilding Program Projects26



**Message from
Canada's Minister of Foreign Affairs**

We are living through a profound shift in the conduct of international relations. The traditional thinking on security between states is being expanded to include a new approach focussed on human security. The Cold War is over, but we do not yet live in peace when, at any given time, more than a dozen internal conflicts are claiming hundreds of victims everyday.

The proliferation of conflict has left no choice to the international community. We recognize that we cannot sit idle hoping that peace will be restored, that yesterday's enemies will rebuild their country and live in peace ever after. The systematic recurrence of intra-state conflict tells us that we must understand the root causes of these conflicts. We must support the efforts of foes to settle their differences peacefully, and encourage them to recognize the inalienable link between respect for human rights and lasting, sustainable peace. It is urgent that we develop new forms of diplomacy, law and practice that are up to this task.

This publication focusses on one aspect of Canada's efforts to strengthen human security. Under **The Canadian Peacebuilding Initiative**, Canada is committed to working together with all



**Message from
Canada's Minister for
International Co-operation and
Minister responsible for La Francophonie**

Ever since the establishment of the Canadian International Development Agency (CIDA), we have devoted considerable human and financial resources to help societies emerge from poverty and under-development to become full-fledged participants in the construction of a prosperous, peaceful world.

Sadly, many of these efforts have been ruined because of bloody conflicts, some of them inter-state, but for the most part, intra-state. These conflicts have destroyed already limited resources, infrastructures and institutions of governance, and have undermined often fragile ethnic and social cohesion.

We cannot let this situation perpetuate. We cannot tolerate this human suffering. We cannot accept the destruction of entire societies and the devastation of precious, scarce resources. And we cannot accept the constant recurrence of conflicts that destroy each generation's efforts to live normal lives.

Peace is a prerequisite to development. Restoring a secure climate through the support of the Canadian Peacebuilding Fund and other initiatives from the international community and multilateral

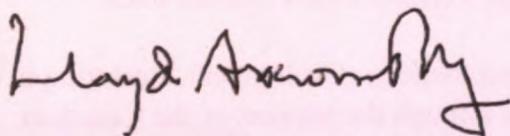
of our partners to build a new framework for the management of contemporary conflict, to help build a peaceful world where respect for human dignity will replace hatred, destruction and despair.

Our efforts under this Initiative build upon and reinforce our traditional commitment to the United Nations and to multilateral peacekeeping. Canada is fully engaged in international efforts to conduct peace support operations which integrate military peacekeeping, civilian police and the development aspects of peacebuilding. Canada will continue to promote an enhanced capacity of the United Nations to respond to crises rapidly, effectively and in an integrated manner.

New global treaties have also strengthened the international foundations for human security. The new International Criminal Court, which will pursue perpetrators of war crimes and crimes against humanity, and the Ottawa Convention banning anti-personnel mines are two major developments in this regard.

Under the Canadian Peacebuilding Initiative, our contributions over the last 18 months in conflict-affected regions, such as Bosnia, Guatemala and the Horn of Africa, among others, are testimony that with the right approach and the co-operation of local partners, together we can help to build a more sustainable peace. This report documents some of the results we have achieved.

The international community has made significant progress in developing tools to prevent the recurrence of these destructive conflicts — conflicts which affect us all. We must continue to work together to build peace in all societies, peace today and peace for future generations.

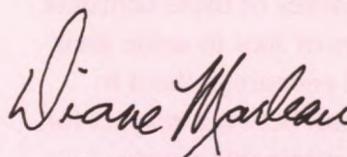


The Honourable Lloyd Axworthy
Minister for Foreign Affairs

institutions will allow people to carry on with their lives and contribute to the development of their society. Over the past few years, we have helped thousands of people rebuilding their lives and their societies in Africa, Asia, Latin America, the Middle East and in Bosnia. Our greatest successes came when initiatives originated from the local people themselves. Take, for example, our support to the Goods for Guns project in El Salvador, where the business community has taken the first steps to reduce the number of small arms in their communities by offering coupons redeemable for consumer goods in exchange for weapons. In June and July alone, the project collected over 400 arms and thousands of rounds of ammunition.

Through the Canadian Peacebuilding Fund and through our regular programs, CIDA will continue to contribute to the construction and consolidation of peace. The challenge is enormous, but the task is too important and the human and financial costs of conflict too great, not to do our utmost to help people break the recurring cycles of violence.

Helping people help themselves, building sustainable development through sustainable peace, is our foremost concern. In the area of peacebuilding, CIDA's overall goal is to support the emergence of participatory and pluralistic societies, with a well-functioning and responsible government administration acting under the rule of law and respect for human rights. We will spare no effort to achieve this goal.



The Honourable Diane Marleau
Minister for International Co-operation and
Minister responsible for La Francophonie

Facing a New Reality

The end of the Cold War was hailed by some as the harbinger of global peace. But intra-state conflicts have continued to proliferate. Of the 87 armed conflicts around the world recorded in 1997, 84 of them were intra-state conflicts, nearly all in developing countries. These conflicts are often characterized by long-term cycles of violence in the absence of the capacity to sustain a peaceful society. And while they generally occur within states, rather than between them, they tend to spill over into surrounding regions. In an increasingly globalized world, these crises affect us all.

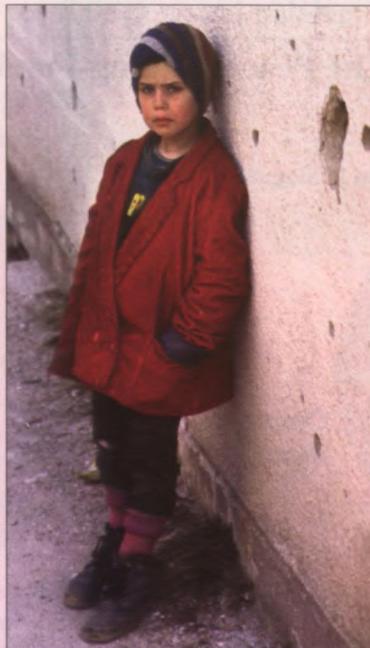
Growing international recognition of the human and financial costs of these conflicts has led the international community to re-examine the whole concept of security and to develop new and creative ways to address them. We must look at all of the tools at our disposal to respond to this evolution in the perception of international security, an evolution which has led to the emergence of two key concepts: human security and, as one means to achieve it, peacebuilding.

Human security recognizes that democratic development, human rights and fundamental freedoms, the rule of law, good governance and sustainable development are as important to global peace as arms control and disarmament. The promotion of human security in countries torn by internal conflict poses special and complex challenges.

Peacebuilding is the effort to strengthen the prospects for internal peace and decrease the likelihood of violent conflicts. The overarching goal of peacebuilding is to enhance the indigenous capacity of a society to manage conflict without violence. While peacebuilding is an evolving concept, it consists basically of a set of measures that creates a sustainable environment for human security. These

measures provide the minimal conditions under which a country can implement social, political and economic development.

Peacebuilding may involve conflict prevention, conflict resolution, as well as various types of post-conflict reconstruction. Conflict prevention could involve community level initiatives aimed at defusing sources of tension, or special envoy missions to avoid a breakdown in communication between parties regarding a potential dispute. Conflict resolution could involve support for informal peace dialogues between representatives of divided communities, or official third party mediation to help broker a peace settlement. Post-conflict reconstruction activities include: support for the reintegration of refugees/displaced persons; post-trauma counselling; peace education; demobilization and reintegration of former combatants; and building institutions that help broker disputes without violence.



CIDA Photo: Roger LeMoynes. Child in Bosnia.

Taking up the Challenge

Responding to the challenge of peacebuilding is not easy — it requires a leap of faith. Canada made that leap in 1996 with the launch of the **Canadian Peacebuilding Initiative**.

The Initiative is a joint undertaking between the Canadian Department of Foreign Affairs and the Canadian International Development Agency (CIDA), because peacebuilding lies at the intersection of international security and development. Two objectives of equal importance underpin the Initiative: to assist countries in conflict in their efforts towards peace and stability; and to promote Canadian peacebuilding capacity and Canadian participation in international peacebuilding initiatives. These objectives are interactive and interdependent.

The Canadian Peacebuilding Fund

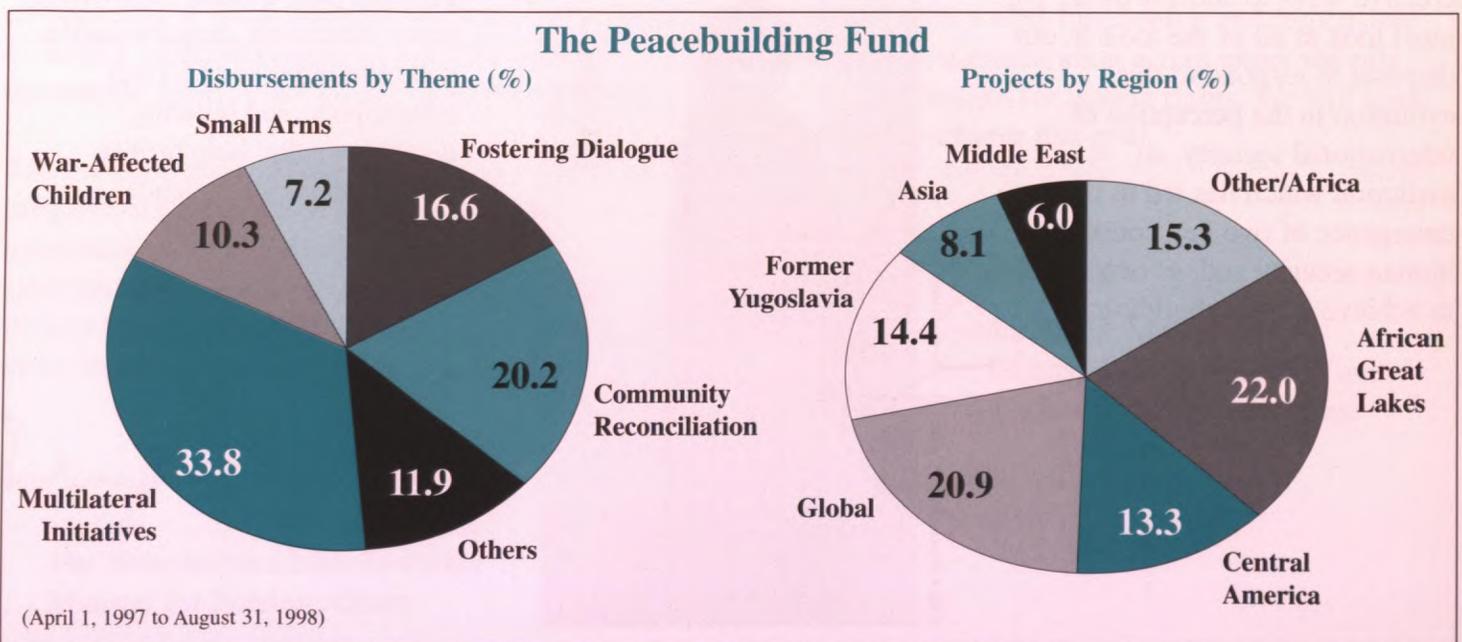
With a budget of \$10 million for each fiscal year (1997-98 and 1998-99), the Fund is administered by CIDA. Its purpose is to augment and build upon the Agency's considerable experience in peacebuilding-related activities and the Department of Foreign Affairs' international political expertise. By providing a rapid response mechanism, the Canadian government is able to address urgent needs in conflict-affected countries and regions, while promoting Canadian peacebuilding expertise.

The Canadian Peacebuilding Fund was designed to serve as a catalyst to stimulate local initiatives toward peace. It responds quickly to

urgent peacebuilding situations in developing countries by supporting targeted, short-term interventions at a critical juncture in the peace consolidation process.

These interventions assist in creating an environment in which sustainable peace and longer-term development become possible. They draw upon local capacities, Canadian skills and international resources to implement projects and to accompany the peacebuilding process. The Fund supports activities aimed at conflict prevention, as well as post-conflict resolution and reconstruction. Whenever possible, emphasis is placed on responding to peacebuilding needs that have been locally identified and defined.

Since the Fund became operational in April 1997, some



40 projects have received funding. They include peacebuilding activities in Guatemala, the Great Lakes region of Africa, the Middle East, Mozambique, Southern Africa, Cambodia, Bosnia, Haiti and the Horn of Africa. Projects funded range from support for the investigation of human rights violations, public education on conflict resolution techniques, arms collection and destruction and voter education.

Funding has also been made available for projects more global in nature and administered by the Office of the High Representative, other United Nations (UN) institutions and the L.B. Pearson Canadian International Peacekeeping Centre. The Fund supported the UN Trust Fund for Preventive Action which allows the UN Secretary-General to send mediation missions to regions of fast-emerging conflicts, the holding of Seminars on the Reintegration of Former

Combatants and funding for delegates from Least Developed Countries (LDCs) to participate in the preparatory meetings for the establishment of the International Criminal Court in July 1998.

A list and a brief description of all the projects supported by the Fund can be found in Annex "A" of this document.

The Canadian Peacebuilding Program

The purpose of the Peacebuilding Program, which is administered by the Department of Foreign Affairs, is to support the Canadian Peacebuilding Initiative in areas which fall outside the priorities of the Peacebuilding Fund. The Canadian Peacebuilding Program has three strategic objectives:

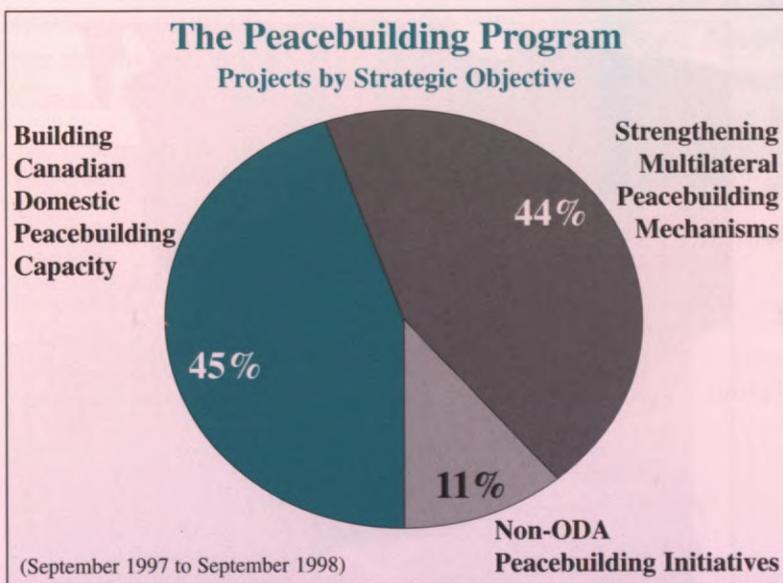
- a) to build Canadian domestic capacity for peacebuilding through research, policy development, public consultations and training;

- b) to strengthen multilateral peacebuilding mechanisms; and
- c) to support catalytic peacebuilding projects in countries, or in policy areas, that fall outside the priorities for Canadian Official Development Assistance (ODA).

Activities supported by the Program include research and workshops which directly contribute to policy development in priority areas; exchange of lessons learned in the Canadian NGO peacebuilding community; development of new international peacebuilding networks that bring together donors, NGOs and international organizations; and initiatives aimed at promoting peacebuilding in countries not eligible for Canadian ODA.

Examples of projects which have received funding include support for the Child Soldiers Coalition, funding for the Canadian Resource Bank of Human Rights and Democracy Experts (CANADEM), support for an international seminar on Strengthening Regional Institutions and the United Nations for Conflict Prevention, and support for bi-communal conflict resolution activities involving Greek and Turkish Cypriots.

Annex "B" contains a description of all the initiatives undertaken in the context of the Peacebuilding Program.



Citizens Diplomacy in the Horn of Africa

The Horn of Africa has been the scene of large-scale human suffering and conflict for decades. Marked by recurrent civil wars and border disputes, the Horn of Africa is representative of the cyclical nature of conflicts and the need to find creative ways to break these cycles of violence.

A grass roots approach and solid knowledge of the region has led to a constructive dialogue between the local governmental and civil society leaders.

With support from the Peacebuilding Fund, a Canadian NGO, Project Ploughshares, has held a series of workshops in the Horn of Africa with local civil society and leadership. Its grass roots approach and its

solid knowledge of the region has led to a constructive dialogue between the local governmental and civil society leaders.

The project involves meetings and training sessions, and supports studies done by and for the Horn of Africa's civil society leadership. This is a long-term task which requires addressing the root causes of conflict by the populations concerned.

The Peacebuilding Fund is also working directly with the UN-based War Torn Societies



Project to help develop local Somali capacity to analyze their own reconstruction challenges and address their post-conflict problems. In addition, a forum to explore the role that civil society and the diaspora might play in peacebuilding in Somalia was organized in Ottawa in July, 1998, by a Somali-Canadian NGO, with

support from the Peacebuilding Program. The workshop was well-attended and resulted in concrete recommendations to the Canadian government and NGOs in promoting civil society's role in the peace process in Africa.



Critical Issues for Peacebuilding

Peacebuilding is a complex process which has implications for a wide range of human security issues. For example, strategies to manage complex peace support operations, or rebuild trust in local police forces, need to take into account the importance of gender issues, the impact of war on children, the destabilizing impact of small arms proliferation, or the link between respect for human rights and peace.

Canada has been at the vanguard of international efforts to understand and explore ways to bring creative solutions to these issues.

War-Affected Children

For Canada, assisting war-affected children is not only a matter of addressing their needs, it is a matter of protecting their rights.

Through the Peacebuilding Fund, the Peacebuilding Program and

other mechanisms, Canada supports the work of Canadian and international NGOs, multilateral institutions and other Governments in assisting children affected by armed conflict. In particular, Canada is concerned with the growing phenomenon of child soldiers in many regions around the globe. Today, there are more than 300 000 girls and boys who serve in armies and rebel groups — not only as fighters but also as cooks, porters, messengers, spies, labourers and sexual slaves.

Canada is supporting the NGO Coalition to Stop the Use of Child Soldiers, while at the same time allocating funds to community-based projects aimed at demobilizing and reintegrating these children into their communities. Canada is also supporting a number of activities, such as a project aimed at strengthening local capacity to counsel children traumatized by the massacres in Algeria (in

co-operation with Norway) and UNICEF programs aimed at the demobilization and reintegration of child soldiers in Liberia and Uganda.

Canada also strongly supports

the work of Olara Otunnu, Special Representative of the United Nations Secretary General on Children and Armed Conflict, and has developed partnerships with other governments and international NGOs, such as Swedish Save the Children, on issues including training for peacekeepers on children's rights. Securing international agreement on the Optional Protocol to the UN Convention on the Rights of the Child is also a priority for Canada.

Gender Issues in Peacebuilding

Gender equality is a cross-cutting theme to be integrated into all policies, programs and projects. Canada has long been a leader in factoring the gender dimension into development assistance, and in pursuing women's equality as an international human rights issue. Gender is a factor in peacebuilding activities since women and men experience conflict differently and have differential access to resources (including power and decision making during conflicts). Women, as well as men, have a fundamental stake in building peaceful communities. Their contributions to peacebuilding need to be encouraged and supported, while recognizing that women's economic and political marginalization means that they

CIDA Photo: Roger LeMoyné, Afghanistan.



are not always well-placed to play an effective role.

In this context, Canada is currently developing a strategic framework and action plan whose aim will be to identify issues central to gender and peacebuilding, and to define appropriate tracks for policy research and implementation. Consistent with this approach, Canada has begun to examine with NGOs, the UN and other governments how conflict, conflict prevention and conflict resolution processes can affect and engage women and men differently, as well as how to support and strengthen the contribution women and men can and do make to peacebuilding. With the Canadian NGO community, we are developing an operational framework to help us more fully understand the gender dimension of our work.

Meanwhile, Canada and the United States have jointly launched an initiative to develop a gender-sensitization training course for civilian and military participants of peace operations.

Small Arms Proliferation

Proliferation of small arms is a major threat to human security in many parts of the world. Countering this proliferation

requires better control and tracking of arms flows. It also requires finding ways of supporting local efforts at rebuilding social cohesion, restoring a sense of public security, restoring the authority and legitimacy of the state as provider of safety and security and strengthening civil society's capacity to engage in dialogue and action on security issues so that the public demand for weapons ultimately decreases.

Through the Peacebuilding Initiative, Canada has supported a number of initiatives aimed at addressing the small arms issue. These include support for a program to promote the exchange of weapons for farming tools in Mozambique and another program to exchange guns for consumer goods in El Salvador. It also included support for an initiative led by Mali to promote a West African regional arms moratorium. Canada has also helped fund a survey of the impact of small arms proliferation on South African communities by the respected South African Institute for Security Studies. In addition, Canada co-sponsored an international meeting in Orillia, Ontario in August 1998 which helped define a shared agenda between NGOs in developed and developing countries around the small arms issue.

Canada is currently finalizing a Peacebuilding Action Plan on Small Arms Proliferation aimed at:

- 1) improving the disarmament component of Demobilization, Disarmament and Reintegration (DDR) activities;
- 2) supporting national and community-based small arms control efforts in the field;
- 3) raising awareness of the pervasive and detrimental impacts of small arms proliferation; and
- 4) exploring the challenging issues of governance that proliferation raises in conflict-affected societies.



CIDA Photo: Brian Atkinson. Guatemala.

Strengthening Multilateral Mechanisms for Peacebuilding

Multilateral partnerships can extend the reach of peacebuilding efforts and increase their effectiveness. External actors will have a minimal impact on peace unless efforts are co-ordinated with local actors, other donors, UN institutions and the neighbouring states of countries in conflict. The UN is the linchpin of global peace and security. It must be fully supported if it is to maintain its ability to play this role.

This is the reason why we have supported initiatives such as the establishment of the UN Trust Fund for Preventive Action. Canada co-sponsored a high level seminar on how to improve the effectiveness of Special Representatives of the Secretary-General and sponsored another seminar that brought together senior officials from the United Nations and many regional organizations to examine the challenge of strengthening co-operative approaches to conflict prevention. We have also provided support for the UN Lessons Learned Unit to foster the development of guidelines for demilitarization, demobilization

and reintegration exercises. In addition, Canada has created CANADEM, a stand-by roster of experts in various peacebuilding skills who are available on short notice to serve on human rights field missions and in peace support operations around the world.

Co-ordinating Peace Support Operations

In a world where crises evolve quickly, the UN cannot meet its mandate without the capacity to respond rapidly and to ensure that all of the relevant players are at the table. The military, civilian police, international humanitarian agencies and peacebuilding experts need to be present at the outset. The need for integrated planning and timely deployment of a multidisciplinary core mission is the driving force behind the Rapidly Deployable Mission Headquarters (RDMHQ), an initiative strongly supported by Canada.

Civilian police operations (Civpol) are a key component of successful peace support operations and contribute to



institution building. Civilian police monitor local police forces, train a civilian police force to operate within international human rights norms and oversee the physical security and human rights of the most vulnerable. Civpol operations foster an environment free from intimidation during elections; monitor the disarming and demobilization of security forces; and monitor human rights. Canada participates in more civilian police operations than any other UN member. As a reflection of this commitment, Canada has established a fund — the Civilian Police Arrangement — to facilitate the rapid deployment of up to 50 police officers to multilateral peacekeeping missions.

What We Have Learned

We have learned several critical lessons since the inception of the Canadian Peacebuilding Initiative in October 1996.

First, peacebuilding is a long-term process which depends on the willingness and capacity of local populations to become engaged. One must avoid the presumption that ready-made solutions or models can be imported from outside and imposed on local populations. External participation in peacebuilding activities should consist first and foremost of supporting locally-defined efforts and actions aimed at eradicating the causes of conflict and building peace on long-lasting foundations. Both women and men need to be involved in the local definition and implementation of peacebuilding activities within communities.

Second, we must increase our conflict prevention efforts. It is

not enough to focus all energies on post-conflict reconstruction. The cost in terms of human suffering and the enormous resource demands involved in rebuilding societies after they have been torn apart by war underline this imperative. Multilateral and regional organizations have an important role to play in this respect.

Third, collaboration with multilateral institutions with a proven track record in conflict resolution and peacebuilding increases the effectiveness of international efforts to deal with highly complex and dangerous conflicts. The UN and regional organizations, such as the Organization of African Unity (OAU), the Organization of American States (OAS), the

Organization for Security and Cooperation in Europe (OSCE), the Commonwealth and La Francophonie, are increasingly carving out a role for themselves in conflict prevention, and Canada is working closely with them in supporting peacebuilding initiatives.

And *fourth*, mobilizing and deploying Canadian and other nations' experts and skills for peacebuilding takes time. It requires an investment in building domestic capacity for peacebuilding. Knowing what skills are available, and who has them, is a critical first step toward sharpening one's ability to respond quickly and creatively to new challenges and opportunities.



CIDA Photo: Roger LeMoynes. Bosnia.

Looking Ahead

The time has come for us all to work together in the search for creative and innovative tools for establishing sustainable peace and strengthening human security. All governments need to do more and Canada invites the international community, multilateral institutions, NGOs and other elements of civil society to join with us in searching for, and in developing, the instruments of sustainable peace.

We will achieve this by working together and by strengthening the UN's capacity to prevent conflict, respond rapidly when conflict erupts and provide post-conflict peacebuilding instruments. We must find additional ways to enhance the UN's international peace and security role, including strengthening its human security agenda. Making



CIDA Photo: Roger LeMoine, Cambodia.

peace, maintaining peace and building sustainable peace must be understood not as three separate elements, but as the three vital and interdependent components of the same mission — that of eliminating violent conflict and building lasting peace in all societies.

In this new endeavour, Canada is committed to playing a leading role, just as we did more than 40 years ago when Lester B. Pearson promoted the concept of Peacekeeping. Because of peacekeeping missions, millions of lives have been spared over the last four decades. Peacebuilding will be the primary tool to ensure that not only lives are saved, but that safeguarding human security becomes a priority for the new millennium.

The Tools of Peacebuilding

Many organizations do not necessarily describe their activities as peacebuilding. The following Peacebuilding Activities Chart, developed in consultation with Canadian NGOs, outlines a range of activities that may comprise a peacebuilding agenda. Not all of these activities fit within the mandate of the Canadian Peacebuilding Initiative, but they are indicative of activities which can be undertaken to foster sustainable peace in countries affected by conflicts. The activities listed cover pre-, mid- and post-conflict situations.

Peacebuilding Activity	Examples
Early Warning	<ul style="list-style-type: none">• intelligence and monitoring• data collection and analysis• transmission and early action
Environmental Security	<ul style="list-style-type: none">• conflict assessment and resolution related to resource depletion, human migration, etc.
Physical Security	<ul style="list-style-type: none">• demobilization• disarmament• demining• protection of civil population• police and security force reform/training
Human Rights	<ul style="list-style-type: none">• field operations• investigation/reporting• training• advocacy• elimination of gender-based violence• special measures for marginalized groups
Conflict Resolution	<ul style="list-style-type: none">• community-based initiatives• second-track diplomacy• mediation and negotiation
Social Reconstruction	<ul style="list-style-type: none">• psycho-social trauma counselling• reintegration of refugees/displaced persons/combatants• social services (health, education, etc.)• peace education• access to information
Governance and Democratic Development	<ul style="list-style-type: none">• electoral assistance• civic education and training• judicial reform and training• media development and training• building human rights institutions
Institutional/Civic Capacity Building	<ul style="list-style-type: none">• government capacity building• NGO capacity building (civil society/institutions)• implementation of peace accords• probity/corruption (transparency/accountability)
Policy Development, Assessment and Advocacy	<ul style="list-style-type: none">• research• assessment/evaluation• lessons learned• public consultation
Training	<ul style="list-style-type: none">• peacebuilding training in any of the above activities• training of trainers

Canada and Peacebuilding on the World Wide Web

The Internet has become a very useful and valuable tool to obtain and exchange information about peacebuilding. The following is a list of some key Canadian Web sites — with links to a vast network of peacebuilding actors — and their addresses:

- Canada's Department of Foreign Affairs and International Trade (DFAIT):
www.dfait-maeci.gc.ca/peacebuilding/
- The Canadian International Development Agency (CIDA):
www.acdi-cida.gc.ca
- The Canadian Peacebuilding Coordinating Committee (CPCC):
www.cpcc.ottawa.on.ca
- The International Development Research Centre (IDRC):
www.idrc.ca/
- The Canadian Centre for Foreign Policy Development (CCFPD):
www.cfp-pec.gc.ca/
- The Canadian Roster of Human Rights and Peacebuilding Experts (CANADEM):
front.web.net/canadem/
- The Lester B. Pearson Canadian International Peacekeeping Training Centre:
www.cdnpeacekeeping.ns.ca/



CIDA Photo: Peter Bennett, Guatemala.

More information about the Canadian Peacebuilding Initiative, Fund and Program, can be obtained from the following sources:

For the Peacebuilding Program:

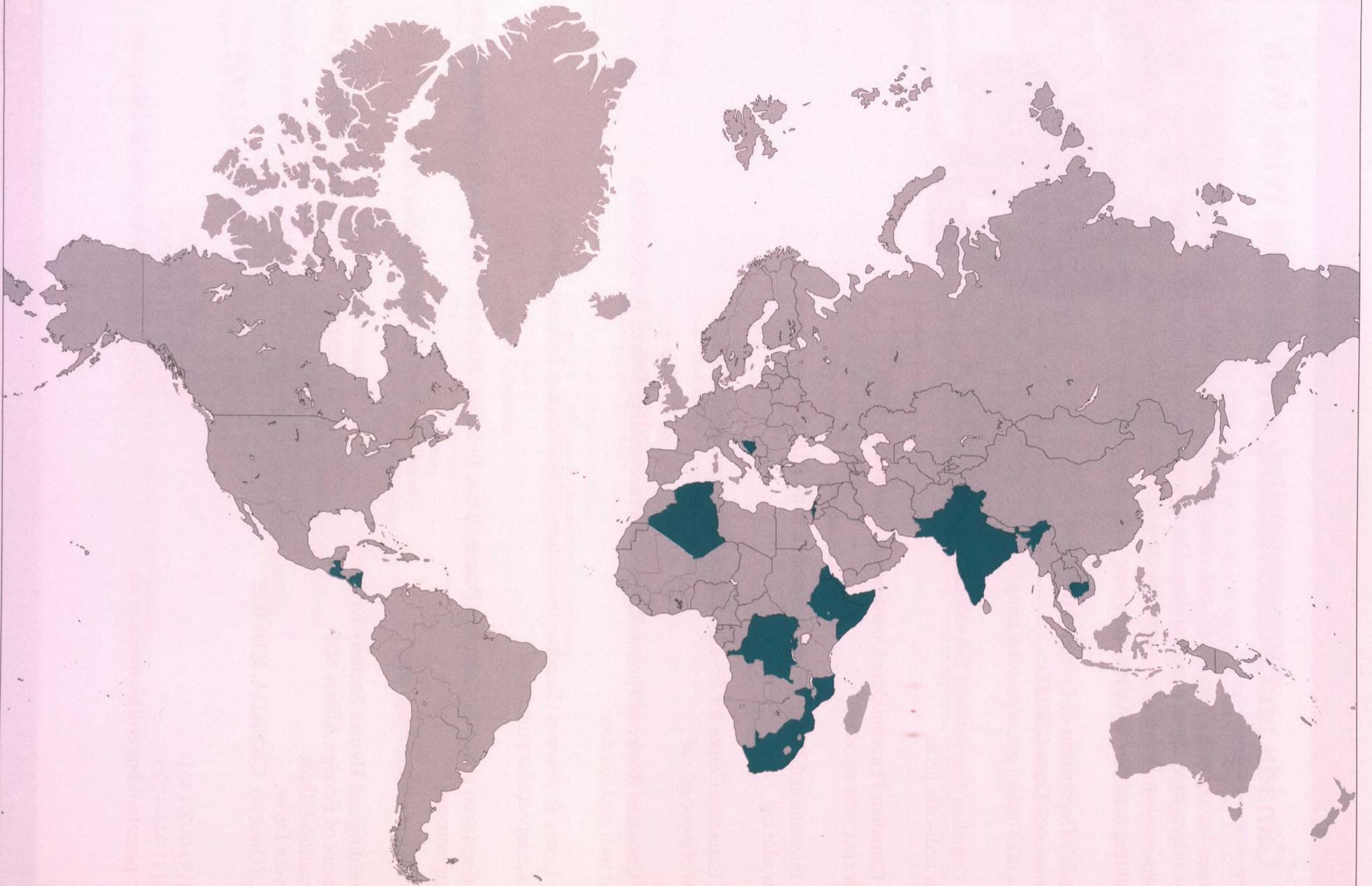
Peacebuilding and Human Security Division
Department of Foreign Affairs and
International Trade
125 Sussex Drive,
Ottawa, (Ontario), CANADA, K1A 0G2

Tel.: (613) 992-1361
Fax: (613) 944-1226
E-mail: peacebuilding@dfait-maeci.gc.ca

For the Peacebuilding Fund:

Peacebuilding Unit
International Humanitarian Assistance Division
Multilateral Programs Branch
Canadian International Development Agency
200 Promenade du Portage
Hull, (Quebec), CANADA, K1A 0G4

Tel.: (819) 994-7634
Fax: (819) 997-2637
E-mail: peace-building@acdi-cida.gc.ca



CIDA PEACEBUILDING FUND PROJECTS

Country	Project Title	Project Description	Applicant/Recipient
Guatemala	Historical Clarification Commission	The Historical Clarification (Truth) Commission of Guatemala is a national body working in close collaboration with the United Nations to investigate human rights violations during the civil war. Activities include collection of testimonies of human rights abuses victims and exhumations.	UN Office for Project Support (UNOPS)
Guatemala	Fund to Support Civil Society	A Fund administered by a Canadian organization in Guatemala to provide grants to civil society organizations (mainly indigenous) to develop their capacity to provide policy recommendations and participate fully in the peace implementation process.	International Centre for Human Rights and Democratic Development
Guatemala	Support to Governance and Administrative Systems	Support to administrative structures for civil society organizations to increase their capacity and efficiency. Training will cover such areas as computer literacy and office management systems for improving institutional strengthening.	Inter Pares
Guatemala	Truth Commission Consolidation and Dissemination	Support for the consolidation and dissemination of the report of the Truth Commission (i.e., publication, translation in Mayan language, etc.). Having collected testimonies on human rights violations in Guatemala during the civil war, the Commission is now consolidating and disseminating its report throughout Guatemala to inform the public and promote the process of healing and reconciliation.	UN Office for Project Support
El Salvador	Goods for Guns	Program to promote the exchange of weapons for coupons redeemable for goods such as food, clothing and medicine.	Movimiento patriótico contra la delincuencia.
Nicaragua	Building Houses for Peace	Credit fund to allow former combatants to start up a business and housing construction program (a common urgent need of the demobilized and their communities) which will allow them to work together and develop common interests.	Oxfam-Québec

Country	Project Title	Project Description	Applicant/Recipient
Horn of Africa	Citizen Diplomacy on Arms Reduction	A series of workshops and research involving local civil society and government leaders with a focus on the reduction of arms flows in the Horn of Africa region. The discussions allow ordinary citizens to have a voice in the peace process. In addition to meetings of local civil society organizations, action-research is undertaken in areas of interest to the participants with a view to developing possible solutions to the region's problems.	Project Ploughshares
Algeria	Peacebuilding & Child Trauma Counselling in Algeria	Training of mental health professionals in Algeria to assist children traumatized by the conflict. Also aims to promote the concept of "children as a zone of peace" and the development of a consensus to spare children from the impact of conflict.	CECI
Burundi	Conflict Resolution and Prevention Training	Series of training sessions on conflict resolution techniques for civil society organizations at the community level (women, church groups and youth). This project allowed civil society organizations with a demonstrated interest in peace to be trained in conflict resolution techniques.	Centre d'Études et de Coopération internationale
Great Lakes	UN Mediation Mission	The UN appointed a Special Representative jointly with the Organization of African Unity in order to negotiate a peaceful resolution to the crises in the Great Lakes region of Africa. The Representative focussed mainly on the Democratic Republic of Congo in the early part of 1997 and on Congo-Brazzaville later in 1997.	UN Dept. for Political Affairs (UNDPA)
Great Lakes	Communication & Dialogue: Networking & Training for Civil Society Leadership	A series of networking activities (e.g., workshops, electronic exchanges) and training activities (mostly in conflict resolution techniques) are being conducted in the problem areas of the Eastern Democratic Republic of Congo and Rwanda. Some direct mediation between civil society organizations is being conducted under this program. Also, best practices in the area of inter-group peaceful coexistence are being diffused.	Synergies Africa
Democratic Republic of Congo	Civil Society's Regional Seminars	Seminars by civil society groups at the regional level to discuss the future of the DRC.	Synergies Africa
Democratic Republic of Congo	Support to the Government Machinery	Technical advice to the new government through Canadian consultants to help the central bank and ministries set their priorities and establish procedures in financial areas. The area of priority for the government is the co-operative movement in banking.	Société Internationale Desjardins

Country	Project Title	Project Description	Applicant/Recipient
Mozambique	Arms for Tools	Arms collection and destruction in exchange for tools and other items for income-generation activities is being promoted through public education on peace and training for volunteers. This is an initiative of the Mozambican Church Council and successfully builds on local capacity to tackle the proliferation of small arms.	CUSO
Rwanda	Conflict Resolution Training	A train-the-trainers project in conflict resolution techniques for Rwandans. It involves training in Rwanda and a fellowship at the Canadian Institute for Conflict Resolution. The participants will disseminate the training upon their return to Rwanda.	Canadian Institute for Conflict Resolution
Somalia	Rebuilding a War-Torn Society	Country study and analysis on the challenges of rebuilding Somalia's war-torn society. The project brings together local research and analytical capacity and builds bridges between communities formerly in conflict. It also builds on local capacity to analyze and find solutions to their own peacebuilding challenges.	UNRISD-War Torn Societies Project
Kwazulu-Natal	Survivors of Violence Programme	Reinforcement of the Network of Independent Monitors and the Kwazulu-Natal Programme for Survivors of Violence to offer crisis intervention facilities and paralegal assistance, training and prevention to sectors of the population affected by the conflict, especially the youth. The program includes mediation activities, training courses and public awareness campaigns.	Oxfam-Canada
Western Africa	Programme for Coordination & Assistance for Security & Development	Establishment of an international advocacy body for a moratorium on small arms. Activities include diplomatic efforts, advice on legislation to ban small arms, conferences, training to increase border controls and databases on small arms.	UN Institute for Disarmament Research UN Development Program Department of Political Affairs
Burundi	Women's Voices for Peace	Meeting in Cape Town in August, 1998 convened by Graça Machel to bring together Burundian women leaders and make their voices heard in the current peace process.	Femmes Africa Solidarity

Country	Project Title	Project Description	Applicant/Recipient
Middle East	Arms Control & Disarmament	Track II project that brings together influential people from the Middle East and elsewhere to discuss arms control and security issues. A planned visit by participants to Brazil to observe the Brazilian/Argentine nuclear arms control agreement is planned.	University of Toronto
Palestine / Israel	Wi'am Conflict Resolution Initiative	This initiative provides for actual conflict resolution in communities of the West Bank and Gaza, for public education on conflict resolution and for the advancement of women and youth in peaceful conflict resolution. Mediation exercises to solve community conflicts are being conducted, in addition to capacity-building of key groups (women and youth) in conflict resolution techniques.	Mennonite Central Committee
Middle East	People's Peace Process	Series of workshops between Israeli and Palestinian civil society groups to define a "people's peace agenda."	Alternatives
Middle East	Peace Informatech	Joint training for Palestinian and Israeli students in software engineering with a view to fostering greater collaboration between the two groups with the support of the private sector.	Peres Center for Peace

Country	Project Title	Project Description	Applicant/Recipient
South Asia	Disarmament and Conflict Resolution	Advocacy, public education activities and a survey of NGOs active in peace-related issues in the sub-continent. The project also calls for the organization of "citizen diplomacy" meetings and joint Indian/Pakistani civil society missions to approach government leaders in both countries.	Indian Doctors for the Prevention of Nuclear War
Cambodia	Parliamentary Evaluation Mission	A mission was carried out in August 1997 by the Parliamentary Centre to evaluate the state of the Cambodian National Assembly after the events of July 1997. The mission members met with various representatives and staff of democratic institutions in Cambodia.	Parliamentary Centre
Cambodia	Trust Fund for the Return of Political Exiles	The UNDPA dispatched a mission of monitors to ensure a safe return to Cambodia for political exiles in advance of the July, 1998 elections.	UN Department for Political Affairs
Cambodia	Cambodian Election Support	This program by a Cambodian umbrella organization included a series of training sessions and public awareness campaigns on the rights and duties of voters in advance of the July, 1998 elections, with a view to promoting broad-based participation in the election and enhancing the capacity of Cambodian voters to manage their own electoral process.	COMFREL/UNDP
Cambodia	Voters' Registration Kits	Provision of 100 emergency voters' registration kits in Cambodia for the July, 1998 elections.	UNDP

Country	Project Title	Project Description	Applicant/Recipient
Bosnia	Information Campaign on the Dayton Peace Agreement	Support for a public information campaign to inform the Bosnian population about the Dayton Peace Accord and to counter negative propaganda against the International Criminal Tribunal for the former Yugoslavia.	Office of the High Representative
Republika Srpska	Support to Republika Srpska	Support for the first pro-Dayton government of the Republika Srpska, which inherited major economic pressures when it came to power in January, 1998. Canada is sharing in an international effort to assist the government in the short-term in order that the authorities might advance the peace agenda in the region.	Office of the High Representative

Country	Project Title	Project Description	Applicant/Recipient
Global	LDCs Participation in International Criminal Court	Support for delegates from Least Developed Countries (LDCs) to participate in the preparatory meetings leading to the establishment of the International Criminal Court in July, 1998. Funds covering the travel costs for these delegates ensured that their voices were heard in this important endeavour.	UN Department for Legal Affairs (UNDLA)
Global	War-Torn Societies Project	This project draws lessons learned from four post-conflict country situations using local research and analytical capacity. Recommendations to translate lessons learned policies into practice are being developed with the transfer of Canadian expertise. This important exercise will allow for a review of current practices in the areas of conflict and development and provide new administrative and analytical tools for future crises. The work is being done in the war-torn communities.	UN Research Institute for Social Development (UNRISD)
Global	UN Trust Fund for Preventive Action	This Trust Fund was set-up in order to allow the UN Secretary-General to send mediation missions to regions of fast-emerging conflicts. It will provide a source of funding for rapid-response multilateral interventions to prevent conflicts.	UN Department for Political Affairs (UNDPA)
Global	Seminars on the Reintegration of Former Combatants	A training module on the reintegration of former combatants is being developed with the participation of researchers and practitioners from countries affected by conflict, with a view to providing this training in countries involved in the early stages of demobilization exercises. In addition to teaching best practices, the training will also help practitioners develop action and monitoring plans.	L.B. Pearson Canadian International Peacekeeping Centre
Global	Peacebuilding Education	This project brings together Canadian experts with Haitian and Lebanese education specialists to design programs for schools to promote conflict resolution and a culture of peace amongst the youth.	Canadian Bureau for International Education
Global	Roundtable of Pancommonwealth NGOs	Two-day meeting with human rights Commonwealth NGOs to agree on a definition of standards for democracy (Harare declaration), recommend activities and formulate action plans.	Commonwealth Human Rights Initiative

DFAIT PEACEBUILDING PROGRAM PROJECTS

(September 1997 - September 1998)

Strategic Objective I:

To build Canadian domestic capacity for peacebuilding through research, policy development, public consultations and training.

Project Title	Implementing Agency	Project Description	Contact
Support for the Canadian Resource Bank of Human Rights and Democracy Experts (CANADEM)	CANADEM	CANADEM is the principal vehicle under the Peacebuilding Initiative for the creation of a stand-by force of Canadian experts, ready for deployment.	1 Nicholas St. #1102, Ottawa K1N 7B7 tel. (613) 789-3328 fax. (613) 789-6125 E-mail: canadem@ibm.net Web site: www.web.net/~canadem
Support for the Canadian Peacebuilding Network	Canadian Peacebuilding Coordinating Committee (CPCC)	The CPCC is a national network of Canadian NGOs/NGIs involved in peacebuilding activities in all their aspects. The CPCC co-ordinates regular government/NGO consultations on thematic and country-specific peacebuilding issues.	1 Nicholas St. #510, Ottawa K1N 7B7 tel. (613) 241-3446 fax. (613) 241-5302 E-mail: cpcc@web.net Web site: www.cpcc.ottawa.on.ca
Support for the Canadian Peacebuilding Capacity Survey	CPCC/Carleton University	A survey of Canadian peacebuilding capacity (as well as peacebuilding training capacity) and the creation of a database of peacebuilding activities of the Canadian NGO, research and academic communities.	see above
Second Annual Government/NGO Peacebuilding Consultations	CPCC/DFAIT Peacebuilding and Human Security Division	The Annual Peacebuilding Consultations provide an opportunity for a joint review of government and NGO peacebuilding initiatives, as well as a discussion of options and priorities for future Canadian peacebuilding activities.	see above
Canadian Launch of the Final Report of the Carnegie Commission on Preventing Deadly Conflict	Carnegie Commission/Parliamentary Centre/DFAIT Peacebuilding and Human Security Division	Representatives of the Carnegie Commission engaged in dialogue on the contents of the report with officials, academics and non-government organizations from across Canada.	Carnegie Commission on Preventing Deadly Conflict 1779 Massachusetts Ave, NW, Suite 715 Washington, DC 20036-2103 tel. (202) 332-7900 fax. (202) 332-1919 E-mail: pdc@carnegie.org Web site: www.ccpdc.org

Project Title	Implementing Agency	Project Description	Contact
Support for an NGO Planning Meeting on Small Arms	Project Ploughshares	Meeting advanced NGO planning toward co-operative and co-ordinated international NGO action in support of the control of small arms.	Project Ploughshares Institute of Peace and Conflict Studies Conrad Grebel College Waterloo, Ontario, N2L 3G6 tel. (519) 888-6541 fax. (519) 885-0806 E-mail: plough@watserv1.uwaterloo.ca Web site: watserv1.uwaterloo.ca/-plough/
Support for Research on Free Media Development	Institute for Media, Policy and Civil Society (IMPACS)	This study on free media development with a primary focus on the Asia-Pacific region formed the basis for a discussion on these issues at the "Open Markets, Open Media?" conference in Vancouver in November, 1997.	IMPACS 207 W. Hastings Street Suite #904 Vancouver, B.C. V6B 1H6 tel. (604) 687-7408 fax. (604) 683-8536 E-mail: impacs@web.net

**Strategic Objective II:
To strengthen multilateral peacebuilding mechanisms.**

Project Title	Implementing Agency	Project Description	Contact
Canadian Membership in the International Institute for Democracy and Electoral Assistance (IDEA)	IDEA	Through CIDA, IDRC and DFAIT co-funding, Canada joined IDEA in January, 1998. IDEA is dedicated to the promotion and advancement of norms, rules and guidelines in the field of sustainable democracy and the improvement and consolidation of electoral processes.	International IDEA Strömsborg S-103 34 Stockholm, Sweden tel. 46-8-698 3700 fax. 46-8-20-24-22 E-mail: info@int-idea.se Web site: www.int.-idea.se
Seminar on Strengthening Regional Institutions and the United Nations for Conflict Prevention	DFAIT Peacebuilding and Human Security Division (AGP)/ International Development Research Centre	International organizations which play a role in conflict prevention met in Ottawa in March, 1998 to exchange experiences and lessons learned in conflict prevention and to develop more effective instruments for peacebuilding.	Web site: www.dfait-maeci.gc.ca/peacebuilding/
Support for a Forum on the Role of the Special Representative of the Secretary General (SRSG)	FAFO (for the Peace Implementation Network)	Meeting in July brought together past and present SRSGs focussed on developing concrete policy options related to the deployment of SRSGs in post-conflict situations.	FAFO Forskningstiftelsen Fafo Borggata 2B Postboks 2947 Toyen N-0608 Oslo tel. 22 67 60 00 fax. 22 67 60 22 Web site: www.faf.no
Strengthening the UN Security Council: IPA Seminar Series	International Peace Academy (IPA)	A policy forum for representatives of countries on the United Nations Security Council to improve their access to information by meeting with individuals having direct, recent, field-level experience of conflict situations before the Council.	International Peace Academy 777 United Nations Plaza New York, NY 10017-3521 tel. (212) 687-4300 fax. (212) 983-8246 E-mail: ipa@ipapost.ipacademy.org

Project Title	Implementing Agency	Project Description	Contact
Tracking "Lessons Learned" in Disarmament, Demobilization and Ex-Combatants	United Nations Lessons Learned Unit/Canadian Council for International Peace and Security	To develop guidelines to be applied in designing and implementing current and future peacebuilding operations, including those developed in partnership with regional organizations.	Canadian Council for International Peace and Security (CCIPS) 1 Nicholas St. #300 Ottawa, Ontario, K1N 7B7 tel. (613) 562-2736 fax. (613) 552-2741 E-mail: ccips@web.apc.org Web site: www.web.net/~ccips
Support for a Dialogue on Palestinian Refugee Issues	IDRC/McGill University	Meetings facilitated continued dialogue between Palestinian and Israeli participants on refugee issues.	Special Initiatives Program International Development Research Centre (IDRC) 250 Albert St. Ottawa, Ontario, K1G 3H9 tel. (613) 236-6163 ext 2060 fax. (613) 563-0815 E-mail: ealma@idrc.ca
Support for a Seminar on the Institutionalization of Citizenship Rights in New Democracies	McGill University	Scholars and practitioners from a wide range of countries met in March, 1998 to exchange experiences and study the problems of democratic consolidation from the perspective of institutions of law and law enforcement.	Office of International Research McGill University 3550 University Montreal, Quebec, H3A 2A7 tel. (514) 398-4197 fax. (514) 398-6878
Roundtable on Children and Armed Conflict	DFAIT Peacebuilding and Human Security Division	To canvass views of Canadian and international NGOs and Canadian government officials on the issue of child soldiers and how Canada might play a role as part of our broader strategy on children and armed conflict.	DFAIT Peacebuilding and Human Security Division (AGP) 125 Sussex Drive Ottawa, Ontario, K1A 0G2 tel. (613) 992-1361 fax. (613) 944-1226 E-mail: peacebuilding@dfait-maeci.gc.ca Web site: www.dfait-maeci.gc.ca/peacebuilding/

Project Title	Implementing Agency	Project Description	Contact
Support for the Child Soldiers Coalition	The Quaker United Nations Office (QUNO)	An international coalition working towards a ban on the use of child soldiers.	Quaker United Nations Office - Geneva Avenue du Mervelet 13 1209 Geneva, Switzerland tel. (22) 748 4800 fax. (22) 748 48 19 E-mail: quono@m.box.unicc.org
Support for Study on Development Co-operation Incentives and Disincentives for Influencing Conflict Situations	Organization for Economic Co-operation and Development (OECD)	The Development Assistance Committee (DAC) will undertake a series of case studies looking at the impact of development assistance on conflicts.	Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD) 2, rue André Pascal 75775 Paris CEDEX 16 tel. (33-1) 45 24 90 27 fax. (33-1) 45 24 19 96 Web site: http://www.oecd.org/
Support for the Fellowship Programme of the United Nations Institute for Training and Research (UNITAR)	UNITAR	The Fellowship Programme in Peacemaking and Preventive Diplomacy is the only programme within the UN system to provide training in preventive diplomacy and peacemaking.	Fellowship Programme in Peacemaking and Preventive Diplomacy United Nations Institute for Training and Research (UNITAR) Palais des Nations CH-1211 Geneva 10 tel. 41/22/798 58 50 fax. 41/22/73313 83 E-mail: UNITAR-UNITAR@UNEP.CH

Strategic Objective III:**To support catalytic peacebuilding projects in countries or in policy areas that fall outside the priorities for Canadian ODA.**

Project Title	Implementing Agency	Project Description	Contact
Support for Project PrepCom	Monterey Institute for International Studies (MIIS)	Project PrepCom is an Internet community of NGOs and individuals dedicated to preparing for a global campaign to alleviate the problems associated with the proliferation, accumulation and misuse of small arms and light weapons.	Monterey Institute of International Studies 425 Van Buren Street Monterey 93940 California, USA tel. (408) 647-6676 fax. (408) 647-4199 E-mail: melaurance@aol.com
Peacebuilding in Cyprus: Support for the Intractability Workshop	Conflict Management Group (CMG); Institute for Multi-Track Diplomacy (IMTD)	In November, 1997, policy leaders from both Greek and Turkish Cypriot communities met at the Pearson Peacekeeping Centre in Nova Scotia for a scenario building exercise to explore possible futures for Cyprus.	Conflict Management Group (CMG) 20 University Road Cambridge, MA 02138 USA tel. (617) 354-5444 fax. (617) 354-8467 Web site: www.cmgroup.org
Support for a Small Arms Survey in South Africa	Institute for Security Studies (ISS)	The Small Arms Programme of the Institute for Security Studies in South Africa executed an extensive survey of the impact of the increased availability of small arms in South Africa, and developed an Action Plan for small arms control in the Southern Africa region.	Institute for Security Studies (ISS) PO Box 4167 Halfway House 1685 South Africa tel. 27-11-315-7096 fax. 27-11-315-7099 E-mail: idp@cis.co.za Web site: africa.cis.co.za/idp
Support for the Guatemalan Historical Clarification Commission: Collection of Testimonies in Canada	Project Accompaniment (PA)	Support for the collection of testimonies of Guatemalans residing in Canada, particularly refugees, affected by the armed conflict in Guatemala, for the purpose of providing that information to the Historical Clarification (or "Truth") Commission.	Project Accompaniment 347 Sorauren Ave. #117 Toronto, Ontario, M5R 2G5 tel. (416) 531-5787 fax. (416) 361-6398 E-mail: pato@web.net